

# Guyana Mag

By

**EWAG**

NOVEMBRE-DÉCEMBRE  
2025 N°140

**INDUSTRIE**  
Promouvoir l'identité  
amazonienne

**CLIMAT**  
L'enjeu  
de la COP30

**INNOVATION**  
Dans la « Fabrik »  
des entreprises

**Nicolas Gault**  
président de  
HumanEra Assurance

**« PRÉSERVER  
L'ASSURABILITÉ  
EN GUYANE »**

**DOSSIER**  
**A QUOI**  
**MESURE-T-ON**  
**L'EXCELLENCE ?**  
ZOOM SUR 6 APPLICATIONS  
MOBILES NÉES ICI, POUR ICI



Clément  
— R H U M —



Canne bleue  
**25**  
ans  
d'innovation  
dans une bouteille

f x i @rhunclementmartinique

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

## Faut qu'on se parle

L'an dernier, le soulagement était arrivé le 29 novembre, cette année ce fut le 7 novembre. Depuis 2 ans, au moment de l'étude du PLFSS\* à l'Assemblée nationale, les chefs d'entreprise, leurs représentants, nos élus ainsi que tous les citoyens informés observent une épée de Damoclès se hisser au-dessus de leur tête. La loi LODEOM, qui prévoit depuis 2009 une exonération des charges patronales, est mise sur la sellette : 350 millions d'euros d'économie facile d'un côté, une catastrophe économique de l'autre où 12 territoires ultramarins verraient fermer les entreprises fragiles. Beaucoup d'entreprises.

L'effet du lobbying, l'effort de pédagogie et le bon sens ont à nouveau payé, permettant aux parlementaires de renoncer au coup de rabot, à 216 voix pour et 1 voix contre. Succès, embrassades, hip hip hourra, « et vigilance » précise la Fédération des entreprises des Outre-mer. Celle-ci salue que « le Gouvernement se soit engagé sur une méthode de travail en partenariat qui commencera dès début 2026 », afin de construire une réforme calibrée sur le réel. La peur n'exclut pas le danger, ce sont bien les négociations qui autorisent à le regarder en face, à en dépassionner la portée et à construire des solutions.

Un collectif pousse la démarche un peu loin et organise le 22 novembre, pour la seconde fois dans l'Hexagone et pour la 1re fois en Martinique, une opération baptisée « fautqu'onseparle ». L'idée : et si vous preniez un café pendant 1 h avec quelqu'un qui ne pense pas comme vous ? Une expérience insolite pour travailler sa capacité d'écoute et son esprit critique. Et même peut-être un exercice salutaire à quelques semaines des repas de famille de fin d'année. À bon entendre.

\*Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles  
Rédacteurs en chef  
Guadeloupe Martinique Guyane

# édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur [www.ewag.fr](http://www.ewag.fr)  
Pour nous envoyer un mail : [prenomnom@ewag.fr](mailto:prenomnom@ewag.fr)

**Directeur de publication**  
Laurent Nesty

**Directrices de la Diffusion**  
Audrey Barty (0696 28 84 79)  
Anouck Talban

**Directrice de la stratégie commerciale**  
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)

**Directeur du développement**  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Directeur Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**RÉDACTION**  
**Rédacteurs en chef**  
Mathieu Rached  
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

**Coordination**  
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

**Rédacteurs**  
Sarah Balay - Adeline Louaut - Alix Delmas  
Sandrine Chopot - Anne de Tarragon  
Josephine Notte - Caroline Bablin  
Axelle Dorville - Colette Coursaget

**Secrétaire de rédaction**  
Chantal Bigay

**Photographes**  
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim  
Christophe Fidoie - Mathieu Delmer

**Photo de couverture**  
Mathieu Delmer

**Design graphique**  
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)  
Jessica Schwallier (0696 74 00 22)

**AGENCES**  
**Martinique**  
Émilie Valérius (0696 81 60 43)  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)  
Siham Bessah (0696 28 75 08)

**Guadeloupe**  
Audrey Béral (0690 27 82 22)  
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)  
Angela Fontana (0691 24 28 92)  
Marie Prat (0690 56 72 84)

**Assistante commerciale**  
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

**Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**DIFFUSION**  
**Cheffe de projet contenu & social media manager**  
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

**VIDÉO**  
**JRI**  
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)  
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

**DISTRIBUTION**  
**Guyamag** : Iguanacom (0694 26 55 61)  
**Karumag** : BD Locations (0690 80 15 99)  
**MadInmag** : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.

Ils et elles ont contribué à ce numéro



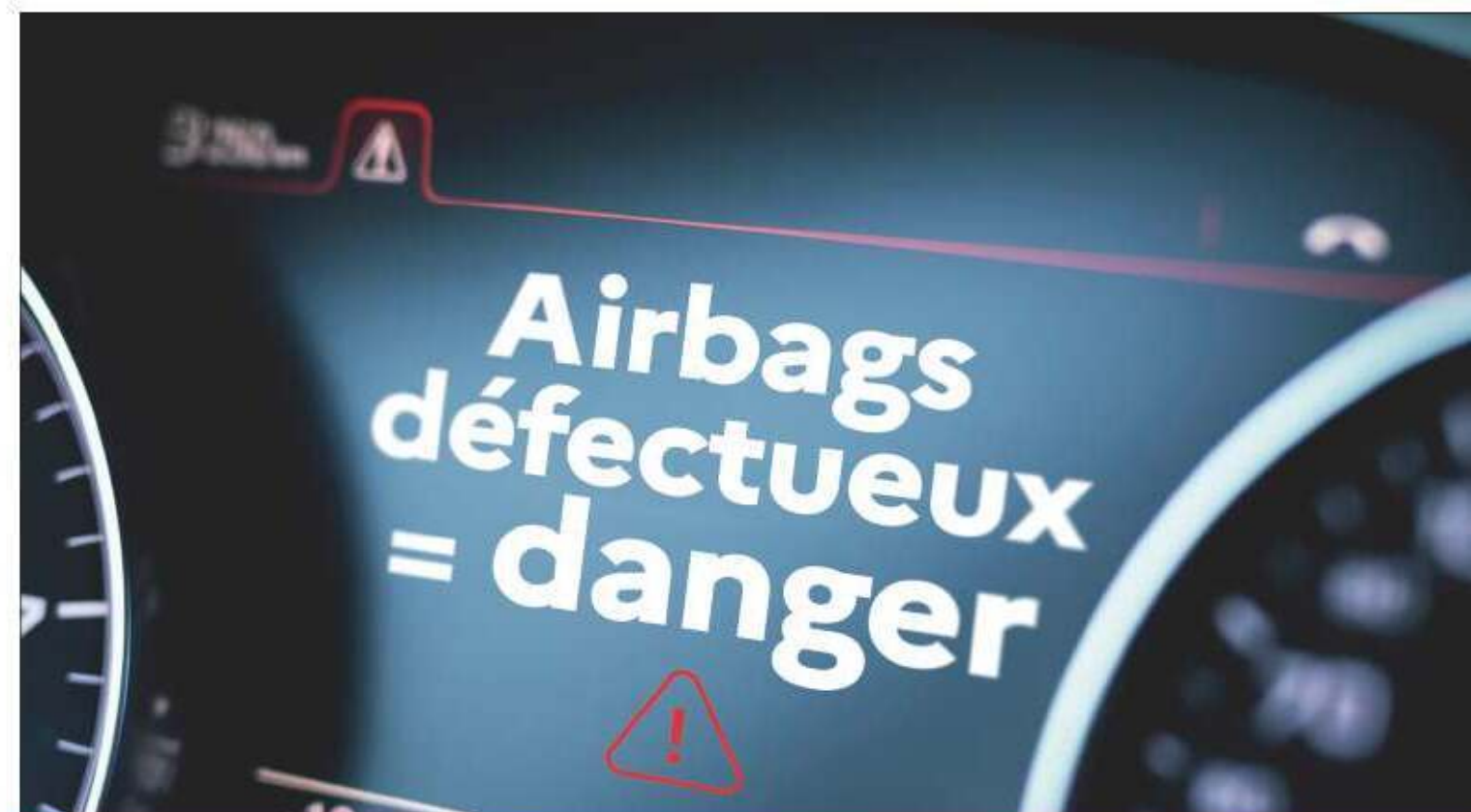
Jessica Schwallier  
Graphiste



Audrey Barty  
directrice de la diffusion



Gwénaél Tilly  
Directeur artistique



## RAPPEL CONSO

**1 Je vérifie si mon véhicule est concerné**

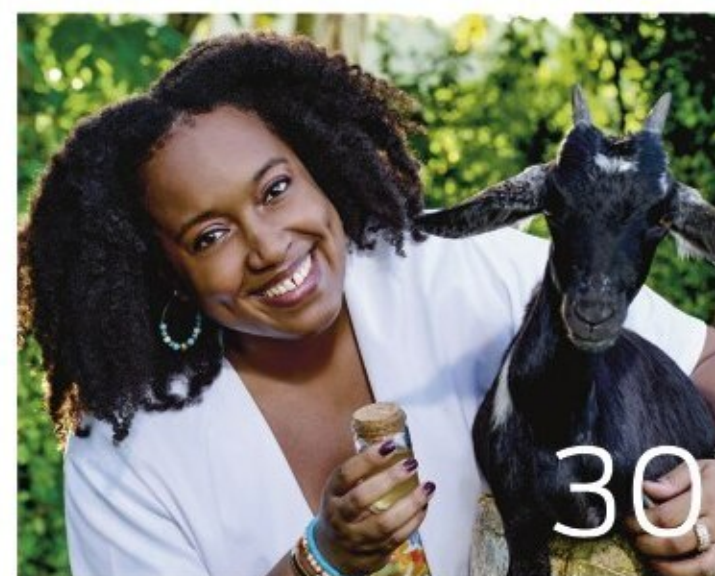
**2 Je prends rendez-vous chez un réparateur/garagiste de la marque pour remplacer rapidement et gratuitement mes airbags**



PLUS D'INFORMATIONS SUR  
[ecologie.gouv.fr/rappel-airbag-takata](http://ecologie.gouv.fr/rappel-airbag-takata)







## À LA UNE

- 8/ **HumanEra Assurance.** Préserver l'assurabilité des entreprises et collectivités de Guyane !
- 12/ **GDI.** Aux avant-postes

## TERRITOIRES

- 14/ COP 30 à Belém : un rendez-vous inédit
- 18/ Image du mois
- 24/ Brèves
- 26/ En chiffres
- 28/ **UDES.** Un nouvel élan pour l'économie sociale et solidaire
- 30/ **"Que cherchez-vous ?"** Comment améliorer la santé animale à partir des plantes locales ?

## ENTREPRISES

- 32/ **Carrière d'Ultramarin.** Combler un gap
- 34/ **MPI.** L'émergence d'une industrie amazonienne durable
- 36/ **CANAL+.** CaribbeanConnect, un projet structurant pour l'avenir des Antilles
- 38/ **EGP Distribution.** Le carrelage de vos rêves !
- 40/ **FB Telecom.** Dix ans de collaboration et de défis

## DOSSIER

- // **À quoi mesure-t-on l'excellence ?**
- 42/ Dossier de la rédaction
- 58/ **CHUG.** Greffe de rein : l'expertise guadeloupéenne

## EXPERTISE

- 60/ **Bonfilon.info.** Et si vous deveniez référent handicap de votre boîte ?
- 62/ Zéro papier, zéro retard : place à la facture électronique
- 64/ 5 choses à savoir sur TDAH et vie professionnelle

## LIFESTYLE

- 66/ La culture sociale et solidaire
- 68/ Instant déco
- 70/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la « taxe Zucman » ?
- 65/ **Ewag buzz** : ce qu'il ne fallait pas louper

sommaire



# PRÉSERVER L'ASSURABILITÉ DES ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS **DE** **GUYANE !**

Dans un contexte complexe en termes d'assurabilité, **HumanEra Assurance**, cabinet de courtage indépendant, propose aux particuliers, entreprises, collectivités, sur l'ensemble du territoire guyanais, un panel de solutions d'assurance globale adaptées à leurs besoins. Rencontre avec Nicolas Gault, son président.

Texte Sandrine Chopot – Photo Mathieu Delmer

**Comme son nom l'indique, HumanEra Assurance place l'humain au cœur de ses préoccupations ?**

**Nicolas Gault :** Créé en juillet 2021, HumanEra Assurance est un cabinet de courtage indépendant. Me concernant, j'ai tendance à avoir une vision positive de l'Homme en général. L'humain est au cœur de chaque projet. En interne, la culture d'entreprise est basée sur l'empathie, le respect, la promotion interne, le bien-être des collaborateurs. HumanEra Formation, créée par Elizabeth Gault, propose des sessions de développement personnel et de tai-chi-chuan pour renforcer cette énergie positive au sein de l'entreprise. Nos clients sont avant tout des femmes, des hommes, des familles que nous accompagnons avec écoute et engagement. Je leur dis souvent : « avant de penser à assurer vos biens, pensez à vous. HumanEra Assurance est à vos côtés pour assurer votre avenir ».

**Quel est l'ADN d'HumanEra Assurance ?**

Il suffit d'observer notre logo aux couleurs de l'Amazonie, les personnages représentent la diversité. Nos valeurs sont déclinées dans le nom HumanEra Assurance : H pour Humain, E pour Engagement, R pour Ressource, A pour Avenir. Nous revendiquons avant tout notre ancrage guyanais. Par ailleurs, notre culture d'entreprise se veut innovante, ouverte aux nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, utilisée au service des collaborateurs et des clients. Enfin, nos équipes formées, expertes,

réactives et porteuses de valeurs fortes, sont engagées au quotidien pour assurer à nos clients un service de qualité et une vision durable.

**Quelle différence avec un agent général en assurance et quels avantages de passer par un courtier ?**

La différence est essentielle et je dirais encore plus aujourd'hui dans un contexte où l'assurabilité, notamment des entreprises et des collectivités, est particulièrement complexe. Contrairement à un agent général qui représente une seule compagnie d'assurance dont il est le mandataire, le courtier en assurance est mandataire de ses clients. Nous recherchons les meilleures solutions au meilleur prix, en toute indépendance et transparence, et défendons exclusivement les intérêts de nos clients. Notre force est de travailler avec plus d'une trentaine de partenaires (compagnies, mutuelles, instituts de prévoyance, grossistes, courtiers internationaux), ce qui nous permet d'être très réactifs, de répondre efficacement aux besoins de nos clients privés ou publics. Les avantages sont multiples pour nos clients : gain de temps, conseils personnalisés, accès à une large gamme de services. Pour exemple, notre responsable indemnisation se déplace chez nos clients transporteurs pour former leurs chauffeurs à la complétude du constat à l'amiable. Ces points forts font de nous un acteur leader sur notre marché.

## Itinéraire d'un entrepreneur engagé

Marié, trois enfants, grand-père comblé, Nicolas Gault se passionne pour la politique, l'économie, le sport, la culture en général. Titulaire d'un BTS Assurance et d'une licence Gestion de patrimoine, il a acquis plus de 30 ans d'expérience dans le secteur. Après plusieurs années à Paris dans l'animation de courtiers en assurance, il décide de s'installer en Guadeloupe, en 1998, pour rejoindre un cabinet de courtage qui rayonne sur les Antilles et la Guyane. « J'ai occupé plusieurs fonctions jusqu'au poste de directeur commercial. Je me suis spécialisé en assurance construction, immobilier et collectivités », explique-t-il. En 2016, il décide de basculer vers l'entrepreneuriat en reprenant l'implantation guyanaise, convaincu du fort potentiel de ce territoire. Homme de projets, de convictions, toujours dans l'anticipation, Nicolas Gault entend bien rendre à la Guyane tout ce qu'elle lui apporte au quotidien sur le plan personnel et professionnel !

« Ce positionnement reflète notre volonté de rendre à la Guyane ce qu'elle apporte à HumanEra Assurance »





**Dans un contexte particulièrement difficile en matière d'assurabilité, comment se porte le marché guyanais ?**

La situation dans les territoires ultramarins est particulièrement compliquée, principalement à cause des aléas climatiques et des tensions sociales. Il s'agit de petits marchés avec des risques importants. Si la Guyane est moins impactée, elle est confrontée à la mutualisation des risques par les assureurs pour rester sur ces territoires, les conséquences sont préoccupantes : retrait de certains assureurs, exclusion ou limitation de la garantie émeutes, augmentation des cotisations et des franchises, résiliation de contrat. De son côté, HumanEra Assurance reste pleinement mobilisée pour défendre les intérêts de ses clients. C'est un vrai combat au quotidien. Concrètement, nous avons signé avec des assureurs européens, anglais, américains, ce qui nous permet d'apporter encore plus de solutions aux entreprises et collectivités. En parallèle, je négocie actuellement des capacités de souscription avec la réassurance pour la Guyane. Je suis engagé auprès du Medef Guyane. J'informe les instances des difficultés à venir pour intervention au niveau du Medef national qui alerte les pouvoirs publics. Élu pour la Guyane au sein du collège DOM du syndicat national des Courtiers « Planète CSCA », je fais aussi du lobbying auprès des compagnies et pouvoirs publics pour alerter sur l'assurabilité en Guyane. Toutes ces démarches nous permettent d'élargir nos solutions d'assurance et de renforcer notre autonomie. Nous encourageons les entreprises et collectivités à investir dans la gestion des risques et la prévention, l'enjeu dépasse désormais le simple tarif !

## « Le courtier en assurance est mandataire de ses clients »

**HumanEra Assurance, c'est aussi un engagement fort en faveur des associations sportives et culturelles du territoire ?**

Moi-même passionné de sport, ancien nageur et triathlète, je suis convaincu que le sport et la culture sont des puissants leviers d'émancipation, notamment au niveau des jeunes. Nous accompagnons l'association Croix du Sud Matoury pour le cyclisme, Maz, la maison de la photographie, Office Carnaval Peyi Guyane, Mô Défilés de mode et divers événements sur l'ensemble du territoire (concerts, tournois, initiations à la musique, etc.). Nous sommes également engagés dans l'accompagnement entrepreneurial via le Réseau Entreprendre Guyane. Ma volonté est de rendre à la Guyane ce qu'elle apporte à HumanEra Assurance !

### Des perspectives de développement ?

Dans un contexte économique et social complexe, HumanEra Assurance entend poursuivre sa croissance avec une progression de 15 % en 2025. Ceci grâce à notre engagement et la fidélité de nos clients qui nous font confiance et qui nous permettent d'ouvrir de nouveaux horizons, de saisir de nouvelles opportunités. En juillet 2024, nous avons ouvert un bureau secondaire à Paris, renforçant notre proximité avec nos fournisseurs, notre syndicat, nos réseaux. Notre objectif est également d'accompagner nos clients investissant en France hexagonale et de proposer une offre dédiée aux Guyanais et Domiens résidant là-bas. Dans cette dynamique, via ma holding NG Outremer, une prise de participation dans un cabinet de courtage en France hexagonale est programmée pour le 1er trimestre 2026, dans une logique d'expansion maîtrisée et de mutualisation, avec pour objectif de franchir le cap de 2 millions d'euros de CA. Je suis convaincu qu'une entreprise qui n'investit pas et ne s'ouvre pas à de nouvelles perspectives économiques compromet sa pérennité !

## Des solutions globales pour les particuliers, entreprises, collectivités

En tant que courtier généraliste, HumanEra Assurance propose aux particuliers, professionnels, industriels, collectivités des solutions globales, adaptées à leurs besoins, à leurs priorités, à leurs budgets.

**Pour les particuliers :** habitation, auto/moto, santé, emprunteur, retraite, obsèques, bateau

**Pour les entreprises et industriels :** responsabilité civile, multirisque, flotte, mutuelle & prévoyance, cyber, protection du dirigeant

**Pour les collectivités :** responsabilité civile générale et environnement, dommages aux biens, patrimoine, flotte, cyber, pirogues, protection juridique

**HumanEra Assurance est également spécialisée en assurance construction & immobilier :** dommage ouvrage, tous risques chantiers, décennale, multirisque immeuble et habitation.



Elizabeth Gault (DG HumanEra Formation), Karl Bhuroth-Dap (conseiller clientèle), Gladys Passy (responsable Marché Particuliers & Professionnels), Nicolas Gault (président HumanEra Assurance), Florence Cebarec (responsable Indemnisation), Evelyne Baal (chargée d'Accueil & Gestion).

**HUMANERA ASSURANCE,  
UN COURTIER GUYANAIS  
100 % INDÉPENDANT, EN  
CONSTANTE PROGRESSION**

**5** ans de présence sur le territoire  
**12** collaborateurs dédiés  
**2** implantations à Remire-Montjoly et à Saint-Laurent-du-Maroni  
**30** fournisseurs  
**10** secteurs d'activité  
**4 300** clients  
**1,70** million d'euros de CA



COP 30

# AUX AVANT-POSTES

L'agence régionale **Guyane Développement Innovation (GDI)** est présente à la COP 30. Au programme, défendre les intérêts de la Guyane au cœur de l'Amazonie et promouvoir une innovation durable fondée sur la bioressource avec le lancement du réseau RIPA. Texte Alix Delmas - Photo Christophe Fidole



L'agence régionale Guyane Développement Innovation (GDI) participe à la 30<sup>e</sup> Conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui se tient à Belém au Brésil du 10 au 21 novembre. Une participation durant laquelle Éric Lafontaine, directeur général de GDI lancera officiellement le 13 novembre, le RIPA, le premier réseau d'incubateurs pan amazonien transfrontalier de soutien aux startups innovantes, un réseau qui fédère le Guyana, le Suriname, la Guyane et les États d'Amapá, Pará et Amazonas au Brésil.

## Lancement du RIPA : une volonté d'économie régionale intégrée

Une initiative puissante pour faire du plateau des Guyanes un hub

stratégique d'incubation autour de la bioéconomie et répondre au « risque de double "périphéricité" vis-à-vis du continent sud-américain et de l'Europe que connaît la Guyane, alors même que ses voisins renforcent leur interconnexion », explique-t-il.

## Au service de l'innovation



GDI travaille sous l'impulsion de la Collectivité territoriale de Guyane à partir des orientations fixées par le SRDEII\*. Sa mission : soutenir le secteur productif par l'innovation. Dotée de 5 outils collaboratifs et 3 accélérateurs de programme\*\*, GDI est aux avant-postes des transformations de l'économie guyanaise dont « le changement de paradigme que constitue la bioéconomie », explique Nathanaëla Blandy, responsable du CIBIG (Centre d'ingénierie bio inspirée de Guyane).

## Une présence essentielle

GDI accompagne quotidiennement les entrepreneurs à investir les champs qu'offrent la valorisation des bioressources et géoressources, la chimie du végétal, les questions de l'habitat durable, de l'écoconstruction et des écomatériaux ou encore les nouveaux usages numériques (voir encadré).

GDI porte une vision : « celle d'une transition écologique pensée depuis les territoires, avec leurs habitants, leurs entrepreneurs, leurs savoirs, explique Marie-Lucienne Rattier, présidente de GDI. Participer à la COP 30, c'est affirmer que la Guyane n'est pas un espace périphérique des décisions mondiales, mais un acteur stratégique de la transformation de l'Amazonie et un laboratoire d'innovations pour demain ».



\* SRDEII 2022-2028 : Schéma régional de développement économique, d'innovation, et d'internationalisation

\*\* 5 outils collaboratifs : la pépinière d'entreprises innovantes, le NumLab, l'antenne Guyane Cosmetic Valley, le CIBIG et la Fabrik des Entreprises. 3 accélérateurs de programme : le Cosmetic Up, le BootCamp Entrep'Amazonia et le programme ACC'360.

# GDI, PROPULSEUR DE L'INNOVATION GUYANAISE

« Nous visons le marché du Suriname dès 2026 »

Anthony Léveillé, cofondateur de Leila



Leila, créée en 2023, est une solution SaaS de digitalisation et d'optimisation des process pour les petites et moyennes industries. « L'accompagnement de GDI a clairement fait la différence pour nous », explique Anthony Léveillé grâce à un accès au réseau et une mise en contact avec des clients potentiels qui leur a permis de signer leurs premiers contrats. Lors du boot camp d'entrepreneurs organisé en 2024, ils ont pitché devant des investisseurs clés, dont le Réseau Entreprendre, le Cnes et BPI qui sont devenus leurs principaux partenaires financiers. « Aujourd'hui, un an après notre premier pitch, nous avons levé 500 000 euros et visons le marché du Suriname dès 2026. »

« En Guyane, nous avons les technologies »

Philippe Byron, fondateur et directeur de Solamaz



Accompagné à ses débuts en 2013 par GDI grâce à la mise à disposition de locaux dont un laboratoire, Solamaz a remporté des contrats notamment pour les Nations unies en 2015 au service du WFP (World Food Program) avec l'installation de lampadaires solaires en Afghanistan et au Soudan. Aujourd'hui, à la tête d'une équipe de 20 collaborateurs, Philippe Byron présente à la COP 30 « Amazon grid\* », un microréseau électrique avec EMS (Energy Management System) composé d'une centrale solaire, d'une batterie et d'un groupe électrogène dans le village amérindien d'une trentaine d'habitations de Kunānā au Brésil sur le fleuve Oyapock ; une technologie conçue pour les zones isolées axée sur la préservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

\* Le projet Amazon Grid, déployé à Kunānā, constitue un projet pilote avant son extension à d'autres sites isolés.

« Nous sommes le poumon de la terre »

Armande Marsan, fondatrice de Amewat



Armande Marsan a créé Amewat en 2021, une société qui fabrique des produits cosmétiques capillaires à base de bioressources rares et naturelles d'Amazonie française. « Je ne voyais aucun produit sur le marché Hexagonal à base de plantes locales d'Amazonie or nous sommes le poumon de la terre » explique la jeune ingénieure chimiste. Après avoir participé pour la première fois, en 2024, à l'événement européen afro culturel incontournable « Natural Hair Academy », à Paris, avec l'accompagnement de Guyane Cosmetic Valley, Amewat s'est dotée en 2025 d'une unité de production semi-industrielle pour répondre à la demande et accroître ses exportations. Un changement d'échelle réalisé en lien avec l'ingénieur procédés du CIBIG aussi bien sur le plan technique pour le choix des machines que financier pour l'obtention de subventions.



# COP 30 À BELÉM : UN RENDEZ-VOUS INÉDIT

Du 10 au 21 novembre, Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne accueille la 30<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le climat (COP 30). Une édition singulière par son lieu et ses enjeux, qui résonne particulièrement pour les territoires ultramarins, notamment la Guyane.

Texte Sarah Balay

## Un programme dense et ambitieux

- **10 et 11 novembre** : adaptation, villes, infrastructures, eau, déchets, gouvernements locaux, bioéconomie, économie circulaire, science, technologie et intelligence artificielle.
- **12 et 13** : santé, emploi, éducation, culture, justice et droits de l'homme, intégrité de l'information, travailleurs.
- **14 et 15** : transformation des systèmes dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, des transports, du commerce, de la finance, des marchés carbone et des gaz non-CO<sub>2</sub>.
- **17 et 18** : gestion planétaire (forêts, océans, biodiversité) et communautaire (peuples autochtones, communautés locales et traditionnelles), enfants et jeunes.
- **19 et 20** : alimentation, agriculture et pêche.
- **21** : finalisation des négociations.

(Source : [ecologie.gouv.fr](https://ecologie.gouv.fr))

### Un lieu emblématique : l'Amazonie

Pour la première fois, ce grand rendez-vous mondial autour du climat aura lieu dans la plus vaste forêt tropicale du globe. En effet, Belém est une ville de près de 1,5 million d'habitants se trouvant dans l'estuaire des fleuves Tocantins et Pará, aux portes de la forêt amazonienne. Un choix qui symbolise la lutte contre la déforestation (hausse alarmante de 9,1 % entre août 2024 et mai 2025, selon l'Institut national de recherches spatiales), la perte de biodiversité et le dérèglement climatique. Objectif : orienter les débats vers les problématiques du Sud global et replacer le poumon vert de la planète au centre des discussions.

### La place renforcée des peuples autochtones

Selon World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature), malgré leur faible poids démographique (moins de 5 % de la population mondiale), les peuples autochtones habitent ou gèrent près de 80 % des écorégions terrestres de la planète. Pourtant, la persistance des violations de leurs droits fonciers demeure l'un des facteurs majeurs des crises écologiques actuelles et futures. D'après le média We Demain, la présence inédite de 3 000 représentants autochtones – amérindiens, bushinengués et autres – à Belém traduit une volonté d'associer ces communautés aux négociations officielles et de les reconnaître comme des acteurs essentiels de la gouvernance climatique.

### L'heure du bilan des Accords de Paris

La COP 30 est l'occasion de faire un point d'étape dix ans après les Accords de Paris (COP 21). Depuis 2015, chaque pays est tenu de présenter, tous les cinq ans, une feuille de route climatique précisant sa stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif commun : contenir le réchauffement climatique planétaire en dessous du seuil critique. Dans ce domaine, les pays sont loin

d'être tous de bons élèves. « Le grand enjeu à Belém est donc de voir comment les États répondent collectivement et politiquement à ce fossé d'ambitions. Autrement dit, comment les dirigeants du monde entier comptent-ils réduire l'écart entre leurs promesses actuelles et la nécessité de limiter au maximum le réchauffement sous la barre des 1,5°C ? », précise, à France 24, Gaïa Febvre, responsable des politiques internationales au Réseau action climat.

### Un tournant décisif pour l'action et la gouvernance climatiques

La COP 30 ne se limite pas à dresser un bilan ou à fixer de nouveaux objectifs : elle marque une évolution dans la manière de concevoir l'action climatique. En réunissant États, peuples autochtones, collectivités, entreprises et organisations citoyennes, Belém incarne l'émergence d'une gouvernance plus horizontale, où les solutions viennent aussi du terrain. La lutte contre le réchauffement climatique n'est plus seulement l'affaire des gouvernements, mais celle de tous les acteurs capables d'agir localement tout en pensant globalement.

### L'Outre-mer en mouvement

En amont de l'événement, certains territoires ultramarins se sont mobilisés en vue de faire entendre leurs voix à Belém. En Guyane, l'université a multiplié les échanges scientifiques et citoyens autour des enjeux amazoniens, tandis qu'une délégation antillo-guyanaise d'architectes a préparé un plaidoyer sur le rôle de la conception durable face au changement climatique. L'Île Maurice entend, quant à elle, défendre la cause des petits États insulaires en développement, réclamant un financement climatique plus équitable et des mesures adaptées à leur vulnérabilité. Ces initiatives témoignent de l'engagement des outre-mer, souvent en première ligne face aux impacts du réchauffement, et de leur volonté de contribuer activement aux solutions globales.



# COP 30

## LA GUYANE, LABORATOIRE D'UNE TRANSITION JUSTE

Le 13 novembre 2025, lors de la journée majeure consacrée au développement humain et social de la COP 30 à Belém, la **Collectivité Territoriale de Guyane**, représentée par sa 12<sup>e</sup> vice-présidente déléguée à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle, a réaffirmé une conviction forte : la transition écologique ne peut réussir que si elle est d'abord une transition humaine. Sous l'impulsion de Karine Cresson-Ibris, le programme Guyane Révélée place l'inclusion au cœur du développement territorial. Une vision qui relie formation, économie locale, commande publique et construction durable dans une même boucle vertueuse et amazonienne.

En écho aux négociations internationales sur les trajectoires carbone et les financements verts, la Guyane rappelle une évidence complémentaire : sans la participation active des populations, sans montée en compétences et sans circuits économiques de proximité, la transition restera une promesse abstraite. « Nous devons faire de la transition écologique un projet collectif, compréhensible et bénéfique pour tous », souligne Karine Cresson-Ibris. Le programme Guyane Révélée s'est construit sur ce principe : réconcilier les ambitions environnementales avec les réalités sociales et économiques du territoire.

De cette approche est né le concept des Villages d'inclusion, véritable matrice d'un développement circulaire. On y apprend ; on y produit ; on y transforme ; on y construit autrement, plus durablement. L'éducation et la formation y préparent les jeunes et les demandeurs d'emploi aux métiers de demain ; la relocalisation des productions favorise les circuits courts et la souveraineté alimentaire ; la commande publique devient un levier d'équité grâce aux marchés réservés aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ; et la construction écologique boucle la chaîne en valorisant les déchets et les ressources locales. Ces quatre piliers forment un schéma vertueux où l'économie se met au service de l'humain, et l'humain

au service du territoire ; la Guyane n'attend pas que les grandes conférences dictent la marche à suivre ; elle démontre qu'une écologie juste se construit sur le terrain, à hauteur de femmes et d'hommes. Belém en est le théâtre : la transition ne sera durable que si elle est inclusive. Ce message trouve un écho particulier dans les débats de la COP 30, où l'UNESCO rappelle le rôle central de l'éducation dans la construction d'une transition juste.

### L'importance de l'éducation

L'éducation est un des fondements de la résilience climatique, du développement durable et de la justice sociale. Dans le cadre du Partenariat pour une éducation verte, l'UNESCO mène une campagne mondiale qui vise à préparer chaque apprenant à faire face aux changements climatiques en intervenant dans quatre domaines d'action interconnectés : les écoles, les programmes d'enseignement, la formation des enseignants et la mobilisation des communautés. Lors de la COP 30, l'Organisation a réaffirmé qu'investir dans des systèmes éducatifs sobres en carbone et résilients face aux changements climatiques est crucial pour réussir une transition juste dans le monde entier. Deux événements majeurs ont ainsi eu lieu le 13 novembre 2025 dans le cadre du Partenariat pour une éducation verte : une table ronde ministérielle sur l'éducation verte et la 3<sup>e</sup> réunion annuelle du Partenariat, toutes deux alignées sur l'axe thématique Favoriser le développement humain et social de la COP 30.



Karine Cresson-Ibris, 12<sup>e</sup> vice-présidente déléguée à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle







# BELEM CLIMATE SUMMIT BRASIL **COP30** AMAZÔNIA

## ÊTRE À L'HEURE

Que se demande le président brésilien en regardant sa montre le 6 novembre 2025 ? Indique-t-elle la bonne heure, dans un pays qui compte 4 fuseaux horaires ? À quelle heure arrive Antonio (Antonio Gutiérrez, secrétaire général de l'ONU) ? Est-il encore temps pour sauver l'esprit et l'ambition des accords de Paris sur le climat ? Pour sauver les peuples autochtones, la forêt amazonienne ? Pour ramener les États-Unis de Trump à la table ? Pour trouver un logement abordable pour les 170 délégations d'États qui arrivent à Belém pour la COP 30 ? Ou pour autoriser l'exploration de pétrole en mer afin de financer la transition climatique (comme le Brésil le fit il y a quelques semaines) ? Les questions qui traversent Lula, sur l'estrade de la COP30 sont sans doute plus nombreuses encore. Les réponses, à l'issue des 10 jours de négociations, tiendront en un délicat choix de mots, de pourcentages et de poignées de main pleines d'espoir. Sans doute faudrait-il aussi des engagements aussi précis qu'une montre suisse. M.R.

*Luiz Inácio Lula da Silva s'apprête à accueillir le secrétaire général de l'ONU António Guterres, le 6 novembre 2025, 4 jours avant l'ouverture de la COP 30.*

*Photo : © UN Climate Change - Kiara Worth*





## Vers une diplomatie territoriale amazonienne

# QUAND LE TERRITOIRE DE LA GUYANE DEVIENT ACTEUR D'UNE COOPÉRATION RÉGIONALE D'AVENIR

Après avoir exploré, en septembre, la coopération au pluriel comme enjeu stratégique pour un avenir régional, puis, en octobre, la coopération en marche dans l'espace des Guyanes, ce troisième volet nous plonge au cœur d'une dynamique inédite : celle d'une diplomatie territoriale made in Guyane. À l'aube de la COP30, prévue à Belém, la Guyane s'impose comme un véritable pont entre l'Europe et l'Amazonie.



Visite du site de la COP30 à Belém

### Une nouvelle ère pour la coopération régionale

Longtemps perçue comme une périphérie lointaine, la Guyane s'affirme aujourd'hui comme un centre d'équilibre au sein du bassin amazonien. Porté par le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Guyane (CESECE), le territoire franchit une étape décisive : la construction d'une diplomatie territoriale structurée, à la fois innovante et ancrée dans les réalités locales.

Cette orientation ne relève pas du hasard, mais d'un constat partagé. L'étude menée par le CESECE sur la circulation des biens et des personnes entre la Guyane, le Brésil, le Suriname et le Guyana a mis en lumière la nécessité d'une coopération plus fluide, plus cohérente, plus durable. « La coopération n'est plus un concept, mais une nécessité stratégique. La Guyane doit franchir un nouveau cap pour rendre cette diplomatie pleinement opérationnelle », affirme la présidente du CESECE Guyane.

### Des ambitions concrètes, un ancrage régional fort

La mission de restitution estivale 2025 a marqué une étape clé, menée dans les pays voisins, elle a consolidé

les liens institutionnels et préparé la participation du territoire à la COP30 de Belém. Ces échanges ont confirmé le rôle croissant du territoire dans la gouvernance régionale pan amazonienne, où la Guyane agit désormais comme interface diplomatique entre le Nord et le Sud.

Pour structurer cette action extérieure, le CESECE propose la création d'un statut inédit de « Conseiller diplomatique territorial », inspiré de la loi 3DS du 21 février 2022. Ces conseillers seraient déployés dans les États frontaliers - Amapá, Pará, Suriname, Guyana, Amazonas - afin d'appuyer les projets transfrontaliers, d'entretenir des relations de proximité et de donner à la Guyane une voix claire dans les enceintes régionales. Cette nouvelle approche donne naissance à une diplomatie territoriale, figure clé chargée d'orchestrer la présence extérieure de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), tout en respectant les prérogatives de la diplomatie d'État.

## LA GUYANE, UN CENTRE D'INFLUENCE EN AMAZONIE

Avec cette diplomatie territoriale d'un nouveau genre, la Guyane assumerait son rôle de trait d'union entre l'Europe et l'Amazonie. Plus qu'une évolution institutionnelle, c'est un tournant historique : la Guyane ne se contenterait plus d'exister à la marge du continent, elle en deviendrait un moteur, un espace d'équilibre, d'innovation et de dialogue.

### Une gouvernance territoriale ambitieuse et partagée

Cette diplomatie territoriale repose sur quatre piliers identifiés par le CESECE dans son étude :

- Une Guyane autonome et résiliente, valorisant ses atouts naturels et culturels ;
- Une gouvernance participative et transparente ;
- Une connectivité régionale renforcée, moteur d'échanges humains et économiques ;
- Une diplomatie de proximité, ancrée dans les réalités locales et ouverte sur le monde.

En somme, une vision où la coopération devient une pratique quotidienne, portée par les institutions mais aussi par les citoyens, les entrepreneurs, les chercheurs et les communautés locales.



Présentation de l'étude sur la coopération à l'université du Suriname



Rencontre d'un socio-professionnel du tourisme au Suriname



Rencontre avec Parmanand Sewdien, ministre de la Pêche et de l'Agriculture Surinamais



## Horizon 2040 : la Guyane, laboratoire diplomatique de l'Amazonie

L'objectif est clair : faire de la Guyane un acteur diplomatique reconnu au sein de l'Amazonie. Les recommandations du CESECE tracent une feuille de route ambitieuse : harmoniser les normes, moderniser les infrastructures, bâtir un cadre institutionnel régional commun et associer pleinement les populations locales et autochtones à cette dynamique.

Dans un monde en quête d'équilibres face aux crises climatiques et sociales, la diplomatie territoriale de la Guyane s'inscrit dans une démarche plurielle, solidaire et durable. « La coopération au pluriel n'est pas une option, mais une nécessité pour assurer un avenir prospère et partagé », rappelle la présidente du CESECE Guyane.



Rencontre de Gilmar Pereira Da Silva, recteur de L'UFPA.



Rencontre avec le secrétaire d'État à l'éducation - BELÉM



Rencontre avec le secrétariat d'État à l'éducation Belém



Dossier préparé par Marthe Pannelle-Karam  
CESECE GUYANE  
Pôle Présidence/Direction  
1 Place Théodore Héder - BP 47025  
97307 Cayenne Cedex  
0594 289 604/0594 300 600  
[www.cesec-guyane.fr](http://www.cesec-guyane.fr)  
[marthe.pannelle-karam@ctguyane.fr](mailto:marthe.pannelle-karam@ctguyane.fr)  
Retrouvez notre actualité  
sur les réseaux sociaux



## Comment éviter que les retards de paiement déséquilibrent votre trésorerie ?

Entrepreneurs, obtenez le financement de vos créances clients en 24h<sup>(1)</sup> grâce à notre solution d'affacturage.



**CAISSE  
D'ÉPARGNE  
CEPAC**  
*Vous être utile.*

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

Caisse d'Épargne CEPAC, Banque coopérative régie par les art. L. 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 1 100 000 000 euros - Siège social (1) Hors week-end et jours fériés. Selon vos conditions contractuelles et sous réserve d'acceptation de votre dossier et de la validation de votre remise de factures par B PCE Factor.  
Caisse d'Épargne CEPAC, Banque coopérative régie par les art. L. 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 1 100 000 000 euros - Siège social : Place Estrangin Pastré - 13006 Marseille - 775 559 404 RCS Marseille - Intermédiaire en assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 006 180 - Titulaire de la carte professionnelle transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds effets ou valeurs n° CPI 13102016 000 009 983 délivrée par la CCI de Marseille-Provence, garantie par la CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS - ALTMANN + PARTNERS. Illustration : Laurent Duvoix



**1,3 MILLION D'EUROS**  
MONTANT MOBILISÉ PAR LE PROGRAMME NATIONAL ACTEE (ACTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE), DESTINÉ À SOUTENIR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS EN GUADELOUPE.



## MARTINIQUE L'eau, comme vous ne l'avez jamais entendue

L'Office de l'eau Martinique lance Eau-là-là, un podcast qui explore le cycle de l'eau et les enjeux de sa gestion sur le territoire. En huit épisodes de 10 minutes, diffusés deux fois par mois, experts et scientifiques expliquent de manière simple d'où vient l'eau que nous buvons, comment elle circule et pourquoi sa préservation est essentielle face au changement climatique.



GUADELOUPE

## La Guadeloupe au cœur de Paris

La maison de la Guadeloupe à Paris, récemment inaugurée par le conseil départemental, est pensée comme une interface entre la Guadeloupe, l'Hexagone, les autres territoires ultramarins et le reste du monde. Située rue de Sèvres dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, elle réunit un espace de coworking, une salle de réunion modulable et des bureaux pour les porteurs de projets. Ce lieu d'échanges et de synergies accueille aussi le réseau GeeN « La Guadeloupe est en nous », destiné à valoriser les initiatives guadeloupéennes et renforcer les liens avec l'archipel.



## BRÉSIL RENDEZ-VOUS MONDIAL POUR LE CLIMAT

La COP30 se tient du 10 au 21 novembre 2025, à Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne. Cette 30<sup>e</sup> conférence des Nations Unies réunit plus de 190 pays (dont des chefs d'État), des scientifiques, des ONG (organisations non gouvernementales), des chefs d'entreprise, des universitaires et des représentants de la société civile. Objectif : discuter de la lutte contre le réchauffement climatique, de la transition énergétique et de la préservation des écosystèmes.

CARAÏBES

## LA DOMINIQUE BUTINE L'OR

Les apiculteurs dominiquais ont remporté dix médailles au concours du miel de l'OECS 2025 (organisation des États de la Caraïbe orientale). La marque *La Vie Miel* de Nathaniel Lovell s'est distinguée avec son miel ambré clair et son miel en morceaux, confirmant la renommée régionale du savoir-faire apicole de la Dominique.



## Il a dit

« Nous savons d'où nous venons, et nous savons que chaque génération a le devoir de répondre à sa mission. La nôtre est claire : sortir de l'exécution pour entrer dans l'initiative, refuser l'humiliation d'un système qui décide pour nous et tracer le chemin d'un développement équitable, durable, et profondément ancré dans notre identité. »

Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la CTM (collectivité territoriale de Martinique), le 8 octobre 2025 lors du 4<sup>e</sup> congrès des élus de Martinique à la suite du vote à l'unanimité de la domiciliation d'un pouvoir normatif autonome.

GUYANE

## Une maison refuge à l'Oyapock

Un centre d'hébergement d'urgence pour femmes victimes de violences conjugales a ouvert ses portes sur la frontière franco-brésilienne. Portée par les associations ID Santé et DPA Fronteira, cette Maison des femmes de l'Oyapock offre dix places d'accueil et un accompagnement social et juridique pour les victimes et leurs enfants, dans une région où le respect des droits des femmes reste fragile.



EUROPE

## EMPLOI ET HANDICAP : VERS UNE ÉGALITÉ DES CHANCES ?

On ne change pas une équipe qui gagne. La Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) est reconduite en 2025 pour sa 28<sup>e</sup> édition (du 18 au 24 novembre) autour du thème « Handicap et parcours professionnel : comment assurer une vraie égalité des chances ? ». De nombreux événements et actions concrètes sont organisés partout dans l'Hexagone et dans les DOM.



# En chiffres LA SANTÉ MENTALE des jeunes

À l'approche de la fin de l'année, retour sur la santé mentale, désignée Grande Cause nationale 2025, avec le rapport *Santé mentale des jeunes de l'Hexagone aux Outre-mer, cartographie des inégalités*. Cette étude, dirigée par la Mutualité française, l'Institut Montaigne et l'Institut Terram, et publiée en septembre, dresse le portrait d'une jeunesse sous pression. Extraits.

**43 %** des jeunes ultramarins se déclarent insatisfaits des services essentiels\*, soit plus du double de la moyenne nationale (21 %).

**39 %** des jeunes ultramarins souffrent de dépression. Plus d'un jeune sur deux en Guyane (52 %) est concerné, 44 % en Martinique, 37 % en Guadeloupe.

Près de **LA MOITIÉ DES JEUNES** interrogés dans les DROM déclarent n'avoir jamais ressenti le besoin de consulter (47 % contre 40 % dans l'Hexagone), et seulement **30 %** indiquent avoir parlé de leur santé mentale à un professionnel (contre 38 %).

Alors que dans l'Hexagone ils sont entre 9 % et 19 % à estimer avoir une mauvaise santé mentale, ce chiffre atteint **26 %** en Martinique.

**34 %** des jeunes ont déclaré avoir consulté un professionnel en Martinique, contre seulement 26 % en Guyane.

La proportion de jeunes indiquant une santé mentale « ni bonne, ni mauvaise » est sensiblement plus élevée dans les DROM (**30 %**, contre 21 % en moyenne).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Le rapport est disponible en ligne.



Plus de contenus en vidéo  
Léa, des Jardins de Nini, interroge Dr Sandra Flaquet, psychiatre.

# RIMÈD

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO  
**SPÉCIAL PARENTS**



Comment les papas vivent-ils la grossesse ?



Drépanocytose: un dépistage important



Il mange local sans grimacer !



Les stimuler sans écrans

**PARUTION : JANVIER 2026**

RETROUVEZ-NOUS SUR





Dialogue social

# UN NOUVEL ÉLAN POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Jonathan Chelim-Pawilowski, chargé de projets territoriaux, accompagne le déploiement de l'**Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire** en Guyane, aux côtés de Jean-David Poquet, délégué régional. Objectif : renforcer l'ancrage et la visibilité d'un secteur clé du développement local.

Texte Adeline Louault - Photo Christophe Fidole

L'UDES, confédération patronale multiprofessionnelle présente en Guyane depuis 2021, représente et défend les intérêts des employeurs de l'économie sociale et solidaire. Sur le territoire, les structures de l'ESS sont à 93 % des entreprises associatives œuvrant dans des domaines variés : petite enfance, médico-social, insertion, animation, sport... Or, sur 22 syndicats d'employeurs membres de l'UDES au national, seuls dix sont implantés localement : « Mon rôle est d'accompagner l'installation des autres organisations syndicales, notamment celles représentant des secteurs d'activité particulièrement dynamiques en Guyane comme les services à la personne ou la formation, et de favoriser la fédération des acteurs », explique Jonathan Chelim-Pawilowski. Sans syndicat pour relayer leurs problématiques et leurs intérêts, les structures de l'ESS ne peuvent avancer que difficilement ». Cette structuration est d'autant plus cruciale que l'ESS guyanaise souffre d'un manque de reconnaissance, notamment institutionnelle. « La Collectivité territoriale de Guyane (CTG) n'associe pas systématiquement les acteurs de l'ESS à ses stratégies économiques, contrairement à certaines communautés de communes plus ouvertes au dialogue.

Il y a un vrai enjeu de visibilité et d'acculturation pour ce secteur qui est l'un des piliers de l'économie régionale », insiste Jonathan Chelim-Pawilowski.

## Des défis humains et territoriaux

D'autres facteurs freinent le développement de la filière à commencer par une forte pénurie de compétences et de profils qualifiés, malgré un chômage élevé. « Il faut davantage adapter les formations aux réalités du territoire pour permettre aux jeunes de rester et de s'investir localement, plaide Jonathan Chelim-Pawilowski. Les employeurs ESS, souvent contraints de développer leurs propres cursus, peinent à pourvoir certains postes, notamment dans le médico-social ». Autre défi : toucher les territoires isolés, où les besoins sociaux sont importants et où l'ESS peut jouer un rôle essentiel, notamment auprès des jeunes confrontés à des problématiques identitaires et d'insertion. Des initiatives existent déjà, comme les chantiers d'insertion ou les coopératives, mais elles restent à conforter. Pour répondre à ces enjeux, l'UDES prévoit plusieurs actions concrètes comme la création d'un salon des métiers de l'ESS en Guyane, prévu pour le second semestre 2026. L'objectif de cette manifestation

sera de valoriser les métiers en tension, de susciter des vocations et de renforcer l'attractivité du secteur auprès des jeunes. Par ailleurs, la mise en place d'un espace régional de dialogue social (ERDS) réunira employeurs et syndicats de salariés pour travailler sur des avancées sociales adaptées au territoire.

## Porter la voix des employeurs

Enfin, l'UDES apporte une expertise en droit social et affaires publiques à ses adhérents, et s'attache à porter la voix des employeurs qu'elle représente auprès des pouvoirs publics. Pour soutenir le secteur, elle pousse notamment des amendements portant sur la pérennisation des emplois aidés, la suppression de la taxe sur les salaires et le développement de l'apprentissage. « Il s'agit de préserver les dispositifs existants et de les utiliser comme leviers vers l'emploi durable, pas de précariser les salariés », précise Jonathan Chelim-Pawilowski. Ces propositions seront opportunément défendues par le député Jean-Victor Castor dans le cadre du projet de la loi de finances 2026. Portée par des acteurs de terrain déterminés, l'ESS guyanaise s'affirme peu à peu comme une force vive du territoire, capable de concilier utilité sociale et développement économique durable.

**L'ESS en Guyane, c'est :**

- 10 % de l'emploi privé et public (soit 5 466 emplois)
- 10 % des entreprises (soit 553 établissements employeurs)
- 93 % d'entreprises associatives
- 76 % de micro-établissements, comptant moins de 10 salariés.

Sources : Observatoire Régional de l'ESS en Guyane

Être employeurs  
Être employeurs c  
sociale et solidaire

**GUYANE**

REPRÉ  
les employe

EXPRIM

ÉRI

des accords c

Jonathan Chelim-Pawilowski, chargé de projets territoriaux



Docteurs et chercheurs

# “Que **cherchez**-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs des universités des Antilles et de la Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

**Rachelle Bernier**

## « Comment améliorer la santé animale à partir des plantes locales ? »

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Valorisation d'espèces végétales tropicales dans la lutte contre les tiques des ruminants en Guadeloupe : vers la conception d'un acaricide naturel ». Elle a été dirigée par le Dr Carine Marie-Magdeleine et réalisée à l'INRAE (institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu en juin 2025, à l'université des Antilles (pôle Guadeloupe).

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Concevoir des extraits naturels de plantes anti-tiques locales et évaluer leur efficacité sur les ruminants d'élevage en Guadeloupe.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

L'objectif est de développer une alternative naturelle et durable aux acaricides de synthèse pour lutter contre les tiques en élevage guadeloupéen. Basée sur des extraits de plantes locales, cette solution sera testée en conditions réelles afin d'évaluer son efficacité. Elle vise à réduire l'usage de produits chimiques, à améliorer la santé animale et la qualité des produits d'élevage, tout en valorisant la biodiversité et les savoirs locaux. Ce travail contribuera au développement d'une



filrière ruminante plus durable et à l'émergence d'une production innovante et locale.

Qu'envisagez-vous de faire après votre thèse ?

Mon objectif est d'explorer différents contextes d'élevage dans les zones tropicales et subtropicales afin d'enrichir ma compréhension des pratiques, contraintes et solutions sanitaires locales.

Cette expérience internationale me permettra de confronter mes acquis à d'autres réalités et d'élargir ma réflexion scientifique et appliquée. À terme, je souhaite revenir en Guadeloupe pour mettre ces acquis au service du territoire, notamment via l'entrepreneuriat. L'enjeu est de pouvoir valoriser concrètement les résultats de recherche en solutions innovantes et adaptées aux éleveurs locaux.

# bonfilon

by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?



Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE  
contact@bonfilon.info





# COMBLER **UN GAP**

Enfant, il voulait être vétérinaire. À 25 ans, diplômé de sciences politiques, il veut briser le plafond de verre des étudiants guadeloupéens, comme celui des entrepreneurs afrodescendants. Rencontre.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Miguel Antile était présent lors de la manifestation des étudiants de l'Université de Californie de Los Angeles (UCLA), contre les violences policières après le décès de Georges Floyd, le 25 mai 2020, à Minneapolis. Un événement fondateur dans la construction intellectuelle du jeune Guadeloupéen qui effectue alors une année d'échange dans cette université californienne, au cours de son Bachelor à Sciences Po Paris. Cette même année, il suit un cours du département *African American Studies*. « J'ai commencé à réfléchir à ma place dans la diaspora afrodescendante, comme afro-caribéen en tant que Guadeloupéen, mais aussi comme afro-européen. Aux États-Unis, des organisations et programmes, comme des incubateurs, des communautés, des réseaux estudiantins, des médias sont tournés vers des publics afrodescendants avec une focale sur l'expérience afro-américaine, mais je ne m'y sentais pas forcément inclus », confie-t-il. Comblar ce gap à l'échelle européenne et caribéenne constitue alors les prémices de son envie d'entreprendre.

## En mode furtif

C'est à une *stealth startup* (startup discrète) que Miguel Antile se consacre depuis 8 mois, pour un lancement prévu en 2026. En genèse : le *Black entrepreneurship paradox*. « Les afrodescendants ont des taux d'entrepreneuriat plus élevés que d'autres groupes que l'on soit aux États-Unis, dans la Caraïbe, en Afrique ou ailleurs. Mais si on observe les métriques concernant les revenus, la profitabilité de ces entreprises, elles sont en moyenne moins viables que d'autres groupes », explique le jeune entrepreneur. Une situation paradoxale dont les facteurs les plus saillants sont, selon ses recherches, « l'absence de réseaux de partage de connaissances et de soutien à tous les stades de l'évolution du parcours entrepreneurial. Les entrepreneurs afrodescendants, même s'ils sont nombreux sur différentes géographies, sont relativement isolés et ne sont pas connectés », conclut-il.

## Affronter un paradoxe

Comment agir ? Il l'a d'abord fait avec l'association « De la Guadeloupe aux grandes écoles\* », qu'il préside depuis 2020, où il a appris et démontré la valeur fondamentale de la communauté en s'attaquant aux nombreux plafonds de verre que peuvent rencontrer de jeunes étudiants guadeloupéens en quête de parcours d'excellence. Son autre projet s'inscrit aujourd'hui à une plus large échelle afin de lutter contre cette forme d'isolement que connaissent les entrepreneurs afrodescendants grâce à un écosystème de mutualisation d'infrastructures, d'opportunités et de ressources financières et humaines. Les outils ne sont pas tout, les valeurs des projets sont tout aussi importantes et singulières. Et le jeune entrepreneur de citer Fawn Weaver, une entrepreneure afro-américaine qui a fondé Uncle Nearest, au Tennessee. Cette marque de whisky restitue l'héritage de Nathan « Nearest » Green qui a enseigné à Jack Daniel l'art de la distillation. « Soit un modèle de réussite fondé sur la réhabilitation de l'histoire », sourit-il. Rendez-vous en 2026.

\*Voir notre édition d'octobre

## Dates Clés

**1999** : Naissance à la Guadeloupe  
**2020** : Finaliste du *Library Prize for Undergraduate Research*, à UCLA (catégorie Humanité) et président de l'association « De la Guadeloupe aux grandes écoles »  
**2023** : Diplômé du master anglophone *International Management and Sustainability*, de Sciences Po Paris  
**2026** : Lancement d'une startup pour mutualiser infrastructures, opportunités et ressources financières et humaines





Évolution

# L'ÉMERGENCE D'UNE INDUSTRIE AMAZONIENNE DURABLE

Promouvoir l'excellence des industries guyanaises, développer le concept d'industrie amazonienne valorisant les ressources naturelles tout en conciliant développement économique et préservation de l'environnement, telle est l'ambition de l'association des **Moyennes et Petites Industries de Guyane (MPI)**.

Texte Sandrine Chopot – Photo Christophe Fidoie



Lionel Loutoby, délégué général des MPI de Guyane

« On assiste aujourd'hui à une évolution industrielle. Les industries guyanaises affirment de plus en plus leur identité amazonienne en transformant des matières premières locales pour en faire des produits uniques à forte valeur ajoutée tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique », explique Lionel Loutoby, délégué général de l'association. Avec le soutien de nombreux partenaires, l'association organise, depuis 2011, la semaine de l'industrie (SEDI) dont l'objectif est de renforcer l'attractivité de l'industrie et de ses métiers, d'en promouvoir une image moderne, innovante et engagée dans la transition écologique et numérique.

## Redorer le blason de l'industrie

La 14<sup>e</sup> édition de la SEDI, du 17 au 23 novembre 2025, portait le thème : Avec l'industrie, fabrique ton avenir. « C'est le rendez-vous incontournable pour contribuer à changer le regard des jeunes, des demandeurs d'emploi sur l'industrie et ses métiers. Des visites de sites industriels sont prévues, la Solam, la Brique de Guyane, les Délices de Guyane », souligne Lionel Loutoby. Une occasion de sensibiliser collégiens, lycéens, demandeurs d'emploi, aux métiers de l'industrie et notamment celle du futur, d'informer sur les besoins en recrutement dans la filière. « Aujourd'hui, le secteur industriel est en forte tension et ceci à tous les échelons. On manque d'ingénieurs, de responsables production, de techniciens de maintenance. Le 20 novembre, un job dating spécial a été organisé par France Travail, offrant l'opportunité aux demandeurs d'emploi de rencontrer les chefs d'entreprise qui recrutent », précise-t-il. Une séquence sur l'innovation, la recherche & développement

dans l'industrie était également programmée pour créer des liens entre le milieu de la recherche et le secteur de l'industrie. « L'idée est de donner envie à des chercheurs de rejoindre la filière », ajoute-t-il.

## Pour un avenir durable

La journée du 21 novembre était consacrée à l'écologie industrielle et territoriale (EIT) sur la thématique « Adaptation des entreprises au changement climatique ». Au programme : des interventions de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), de l'Ademe, de la BPI et d'autres structures engagées dans la transition énergétique, « le CNES a présenté son programme d'adaptation au changement climatique pour les années futures » complète-t-il. L'objectif étant de favoriser la prise de conscience des effets du changement climatique et ainsi de permettre aux industriels d'envisager des solutions pour mieux y faire face.

## Yana Synergies

Les participants ont également pu découvrir « Yana Synergies », la première plateforme numérique de réemploi et de mutualisation de ressources. « Cet outil intègre la démarche EIT, l'un des sept piliers de l'économie circulaire. Il permet de sortir d'une économie linéaire (produire, consommer, jeter) au profit de l'économie circulaire, de réduire les coûts des entrepreneurs en favorisant la seconde main », commente Jules Bassinet, chargé de mission écologie industrielle territoriale au sein de l'association. Développé par l'association avec le soutien de l'Ademe et la CTG, ce service gratuit est destiné uniquement aux professionnels guyanais qui souhaitent réemployer et mutualiser de multiples

ressources : matières, équipements, services, locaux, et même des compétences. Cette mise à disposition se fait par la publication d'une annonce et peut s'effectuer par le don, la vente, la location. En donnant de la visibilité aux ressources, « la plateforme permet de réduire à la fois la production de déchets des entreprises ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub>. Elle permet aussi de faire le lien entre différents acteurs économiques du territoire. Yana Synergies est donc vectrice d'économie, d'écologie, avec un impact social fort pour la Guyane, puisque des associations peuvent bénéficier des ressources des entreprises », conclut Lionel Loutoby.

## L'industrie, une filière d'avenir

Depuis 50 ans, l'association des MPI Guyane accompagne près d'une centaine d'entreprises industrielles dans tous les secteurs d'activité. Son action s'articule autour de trois grandes activités :

- Protéger et défendre les intérêts des industriels de Guyane
  - Aider au développement en faisant la promotion de l'industrie locale
  - Apporter des solutions en mutualisant les moyens
- Selon l'INSEE, fin 2024 l'emploi salarié dans le secteur industrie progresse de + 2,6 % sur l'année, soit environ + 150 emplois. Au deuxième trimestre 2024, il s'élève à environ 5 000 salariés.



Technologie

# CARIBBEANCONNECT

## UN PROJET STRUCTURANT POUR L'AVENIR DES ANTILLES

**CANAL+** a mis en service le 15 octobre dernier CaribbeanConnect, qui marque une étape clef dans sa stratégie globale de développement du numérique dans les Antilles, au service de la compétitivité et de la résilience des territoires, pour bâtir un avenir plus connecté et performant.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Sébastien Puntarello, directeur général CANAL+ Antilles Guyane

### Soutenir et partager la production locale

CANAL+ investit pour le rayonnement des contenus locaux et antillais sur tous les territoires, via sa plateforme mais aussi divers projets et manifestations, qu'il s'agisse de repérer, accompagner, financer, promouvoir ou diffuser les talents et productions. Le Festival Nouveaux Regards, le soutien à l'écriture, les appels à projets...

CANAL+ Antilles a ainsi coproduit le court-métrage « Timoun Aw » en 2020, à l'origine du film Zion qui sera diffusé le 15 novembre en prime sur tous les territoires ultramarins de la Polynésie jusqu'à Haïti en passant par l'océan Indien ainsi qu'en Hexagone. « Toutoune pour l'amour du sport et de la Guadeloupe », un portrait touchant d'Antoine Chérubin, en exclusivité sur CANAL+ le 29 octobre. Toutes les productions locales sont disponibles sur CANAL+ Outremer via l'application CANAL+.



Aymé Makuta (directeur général Canal+ Télécom - Direction Caraïbes et Océan Indien), Frédéric Calounec (directeur des opérations et de l'innovation de Canal+ Télécom - Direction Caraïbes et Océan Indien), Franck Bertaud (responsable ingénierie et architecture - Technique et opérations), Alice Bourrouet (conseillère de projet de l'Agence exécutive pour la santé et le digital (HaDEA)), Yves Darau (secrétariat général pour les affaires régionales), Sébastien Puntarello (directeur général CANAL+ Antilles et Guyane - Direction Caraïbes et Océan Indien)

CANAL+ aux Antilles Guyane, c'est une plateforme dédiée aux contenus, et c'est aussi un opérateur Télécoms reconnu. Sur nos territoires, la connectivité est un enjeu majeur d'ouverture sur le monde. Les usages se développent (+ 40 % par an), comme les besoins (+ 50 %), en termes de débits, de robustesse et de résilience du réseau, mais aussi de sécurité, de connectivité et de compétitivité. CaribbeanConnect, une infrastructure sous-marine à très haut débit (300 Gb/s) qui relie en boucle la Guadeloupe, la Martinique et Porto Rico, répond à cet enjeu majeur. Ce projet de 6,3 millions d'euros cofinancé par CANAL+ et à 70 % par l'agence de la Commission européenne en charge de la Santé et du Digital à travers son Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), a été inauguré officiellement le 15 octobre dernier.

### Renforcer la connectivité

Ce projet qui améliore la bande passante vers le hub internet régional (Porto Rico), complète une infrastructure locale stratégique, notamment avec le data center CANAL+ TÉLÉCOM situé en Guadeloupe. Ces deux piliers technologiques renforcent la connectivité du territoire tout en

répondant aux besoins spécifiques des usagers ultramarins. Pour Aymé Makuta, directeur général de CANAL+ TÉLÉCOM : « CaribbeanConnect n'est pas seulement une infrastructure technique, c'est aussi un levier de développement économique et social. En renforçant la connectivité, nous créons les conditions pour innover, attirer des investisseurs et offrir de nouvelles opportunités aux Antillais. Un enjeu dont les retombées sont larges et qui est, pour l'ensemble de nos équipes, un défi hautement stratégique ».

### Une expérience de haute qualité

Les particuliers bénéficieront d'une expérience Internet optimisée (streaming, télétravail, jeux en ligne) avec des débits multipliés et une latence réduite, grâce à la Fibre. Sur la partie contenus TV, les clients accèdent aux services les plus récents, aux chaînes locales, à des contenus comme MAX, OCS, AppleTV+... et tous les contenus de CANAL+ en live et à la demande, et directement accessibles dans les interfaces via le décodeur connecté ou l'application CANAL+. « Notre ambition est de permettre à nos abonnés de vivre pleinement leurs

passions grâce à une expérience toujours plus immersive et innovante, déclare Sébastien Puntarello, directeur général de CANAL+ Antilles Guyane. Le digital transforme nos usages et nos attentes, et CANAL+ se réinvente en permanence pour y répondre ».

### Une offre majeure pour les entreprises

CANAL+ innove et investit en permanence pour proposer une gamme de produits adaptés : connecter les sites d'une multinationale avec ses agences locales, offrir des services de haute qualité pour des TPE qui constituent l'essentiel du tissu économique local et ont des demandes spécifiques. « Nous proposons aux entreprises une compétitivité renforcée grâce à des connexions stables et sécurisées, indispensables pour le cloud, la visioconférence ou l'hébergement local de données via le data center CANAL+ TÉLÉCOM. »

### Œuvrer ensemble pour le territoire

CANAL+ assure une meilleure résilience face aux risques climatiques et une attractivité accrue pour les investisseurs. « CaribbeanConnect est un exemple concret de la manière dont l'Europe et les acteurs locaux peuvent travailler ensemble pour bâtir l'avenir numérique des Outre-mer », souligne Aymé Makuta. Pour la conseillère de projet de l'Agence exécutive pour la santé et le digital, HaDEA, Alice Bourrouet « cofinancer le projet CaribbeanConnect n'est pas seulement un investissement dans des câbles et des infrastructures, c'est un investissement dans les personnes, dans les opportunités, dans la capacité à innover localement, à créer de la valeur ici, en Guadeloupe, en Martinique, pour aujourd'hui et pour demain ».

**CANAL+**



Agencement

# LE CARRELAGE DE VOS RÊVES !

**EGP Distribution**, représentant exclusif de la marque italienne Marazzi, réinvente l'expérience client à travers son nouveau showroom, riche de plus de 10 000 références premium de revêtements sol et mur, pour tous les styles et tous les budgets.

Texte Sandrine Chopot - Photo Mathieu Delmer



Showroom EGP Distribution : panneaux et présentoirs à carrelage

Créée en 2014, l'entreprise familiale s'est d'abord illustrée dans la vente et la pose de menuiseries en aluminium, puis dans la fabrication de stores d'intérieur et d'extérieur, couplée à une petite activité de peinture en bâtiment dans le cadre de chantiers de construction ou de rénovation. Affirmant son ancrage local, EGP Distribution voit le jour en 2018.

Sous la direction de Mathilde Vicq et de son époux, EGP Distribution poursuit sa transformation. « Il y avait peu d'offres qualitatives en matière de carrelages sur le territoire. Plutôt que d'ouvrir un magasin, nous nous sommes d'abord rapprochés de la marque Marazzi, référence internationale incontournable dans le secteur

des carreaux de céramique et grès cérame, qui a accepté de collaborer avec nous », explique-t-elle. Embrassant les mutations d'un marché en perpétuelle évolution, en octobre 2021, la direction décide de rassembler toutes ses activités sur un même site. C'est aussi l'ouverture de son nouveau showroom exclusivement dédié à la marque italienne.

## Une expérience immersive

Symbole de cette dynamique, moderne et sobre, d'une superficie de 350 m², ce showroom est aménagé sur mesure par les architectes de Marazzi. Chaque détail a été pensé pour mettre en avant la richesse de l'offre, tout en facilitant une circulation intuitive

et immersive. Des panneaux et présentoirs à carrelage, renouvelés régulièrement, mettent en valeur les produits. Des box salles de bain sont aménagés permettant de donner une idée précise du résultat final. « Ce showroom aide nos clients à se projeter dans leur projet d'aménagement ou de rénovation. Une grande partie des produits Marazzi est disponible en stock ce qui nous permet d'être très réactifs dans les commandes », commente Mathilde Vicq.

## Du haut de gamme à un prix abordable

Le positionnement d'EGP Distribution séduit aussi bien les institutions, les professionnels, que les particuliers. « Pour répondre aux besoins de l'ensemble de ses clients, Marazzi a élargi son offre de carrelage avec des entrées de gamme qui répondent aux exigences de qualité de la marque. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de proposer aux Guyanais un large choix de produits premium, qui sortent de l'ordinaire, à des prix tout à fait abordables », précise-t-elle.

## Esthétique et fonctionnalité

Pour répondre aux exigences de qualité d'une clientèle variée, près de 10 000 références de carrelage sont présentées. Déclinées en plusieurs coloris, unis ou à motifs, aux épaisseurs, formats, finitions variées (imitation bois,



Box salles de bain aménagées

« Aujourd'hui, nous sommes en mesure de proposer aux Guyanais un large choix de produits premium, qui sortent de l'ordinaire, à des prix tout à fait abordables ».

béton, effet ciment, marbre), aux surfaces résistantes, mates, semi-mates, brillantes, satinées, antidérapantes... les collections sont pensées pour des aménagements intérieurs et extérieurs combinant à la fois esthétique et fonctionnalité. « L'offre diversifiée de produits permet de répondre à chaque style, moderne, minimaliste, design ou classique, de remettre au goût du jour le charme de l'artisanat traditionnel, comme la collection de carreaux effet zellige ou carreaux de ciment », ajoute-t-elle.

Avec ce nouveau showroom, EGP Distribution nourrit une vision d'ensemble de l'expérience client. « Nos collaborateurs sont formés pour guider dans le choix, en tenant compte du goût, du budget, des envies. Nous recevons des clients qui ont une idée très précise de ce qu'ils veulent, d'autres sont perdus et ont besoin de conseils personnalisés. EGP Distribution se positionne comme un partenaire de référence des espaces de vie des Guyanais leur assurant des produits d'excellence, témoins du savoir-faire italien, le tout à des prix de rêve », conclut Mathilde Vicq. À découvrir.



Showroom EGP Distribution



Engagement

# DIX ANS DE COLLABORATION ET DE DÉFIS

En 2015, Frank Bozzarelli lançait **FB Telecom**, une société de conseil en téléphonie mobile. Dix ans plus tard, celle-ci compte 40 collaborateurs et tisse les réseaux mobiles des Antilles-Guyane. Retour sur une décennie d'ambition dans un secteur en perpétuelle évolution.

Texte Joséphine Notte – Photo Christophe Fidole



L'équipe de FB Telecom Guyane : 1<sup>er</sup> plan : Gurjão Alves Ronald, Jean Julio, Dos Santos Pantoja Gerson, Spiler Yann, Richard Jackson  
Arrière-plan : Gurjão Alves Raimondo Junior, Fernandes Da Silva Lindomar, Pradel Sébastien

Il n'a fallu que quelques années pour que la société FB Telecom s'impose comme un partenaire incontournable du déploiement des réseaux de téléphonie mobile dans les Antilles-Guyane. Elle œuvre aujourd'hui aux côtés des opérateurs et équipementiers majeurs dans le domaine mais aussi pour les institutions publiques. C'est un acteur clef qui intervient sur l'ensemble de la chaîne de production télécom : recherche et négociation de sites, installation, maintenance et mise en service des réseaux 4G et 5G. Dans un secteur où les innovations technologiques demandent une grande agilité, FB Telecom a su bâtir des relations de confiance avec ses clients en proposant des solutions « clefs en main » adaptées aux réalités de nos territoires.

## Un développement intimement lié aux enjeux de nos territoires

L'histoire de FB Telecom est intimement liée à celle de nos territoires. L'un des tournants importants de son développement reste le cyclone Irma en 2017 qui a ravagé les îles du Nord. « Nous avons été appelés en urgence pour rétablir les réseaux à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. On a été très réactifs et mis en place des moyens de logistique et d'ingénierie qui ont permis très rapidement à la population d'avoir un minimum de services. Cet épisode a été une épreuve, mais aussi une démonstration de notre expertise et de notre engagement », se souvient Frank Bozzarelli. Une mobilisation exceptionnelle et surtout une opportunité unique, pour la société, d'ancrer des partenariats durables avec ses clients.

## Une organisation Antilles-Guyane

Après avoir consolidé sa présence en Guadeloupe et îles du Nord, FB Telecom s'installe en Guyane.

« La Guyane, c'est un territoire unique avec des enjeux différents des îles.

Le besoin est de pouvoir réaliser des chantiers dans des zones les plus reculées, de mettre en œuvre des infrastructures plus imposantes avec des conditions logistiques très atypiques (pirogue, hélicoptère). Nos équipes dédiées à ses conditions particulières réalisent un travail formidable », témoigne le fondateur. Ces deux dernières années, FB Telecom intensifie sa présence en Martinique : « Nous gagnons la confiance de nouveaux

« On évolue  
avec les innovations,  
on forme  
perpétuellement  
nos équipes  
et surtout  
on essaie toujours  
de créer des projets  
sur-mesure »

clients par le renforcement de nos équipes et réalisons des investissements pour déployer des projets ambitieux sur ce territoire ».

## Une PME locale à la culture de startup

Malgré sa croissance rapide, FB Telecom a mis en place une organisation à la hauteur de ses enjeux (sécurité, environnement) tout en gardant un esprit de startup : « on évolue avec les innovations, on forme perpétuellement nos équipes et surtout on essaie toujours de créer des projets sur-mesure pour répondre aux exigences de nos clients. Par contre, insiste le

chef d'entreprise, nous avons les standards de rigueur et de sécurité des grands groupes ». Une stratégie clef pour maintenir des relations de confiance avec ses clients et surtout préserver ses équipes.

## L'humain : au cœur des valeurs de l'entreprise

Pour Frank Bozzarelli, FB Telecom c'est avant tout une aventure humaine : « Nous avons toujours voulu être plus qu'un prestataire technique. Nous formons, nous intégrons, nous faisons grandir les jeunes des territoires ». Un engagement qui lui tient particulièrement à cœur : avant de diriger son entreprise, il a lui aussi démarré sans diplôme sur les chantiers des télécoms. « J'ai appris sur le tas, et trente ans plus tard je suis à la tête d'une entreprise. Je veux offrir les mêmes chances que celles qu'on m'a données. »

Au fil des années, FB Telecom s'est ainsi affirmée comme un acteur clef de l'insertion professionnelle en Guyane. L'entreprise accueille régulièrement des personnes sans formation spécifique dans le domaine et les forme à la fois sur le plan technique et managérial. « Sur notre agence en Guadeloupe, et dans très peu de temps en Guyane, nous installerons un "laboratoire école" pour que les jeunes puissent perfectionner leur savoir-faire. » Le chef d'entreprise conclut : « Avec du recul, ma plus grande fierté de cette décennie, c'est d'avoir vu ces collaborateurs progresser au sein de notre entreprise et de les voir chaque jour apporter aujourd'hui leurs expertises dans l'aménagement de nos territoires. C'est dix ans d'aventures humaines, d'efforts collectifs, de remise en question et de défis relevés ensemble. Nous remercions nos clients qui nous font confiance depuis toutes ces années ! »



L'excellence n'est pas un concept figé, mais un processus dynamique qui suppose une volonté de progresser, de se dépasser. Et en la matière, les acteurs de la Tech sont particulièrement bien placés, capables d'inventer, tester, défaire, réinventer tout au long de la vie d'un projet. Nous avons rencontré créateurs et développeurs de 6 applications créées ici pour donner un aperçu de l'excellence sur nos territoires. Rencontres.

# À QUOI MESURE-T-ON L'EXCELLENCE ?



# AU BON MOMENT, AU BON ENDROIT...

Déploiement de la fibre, démocratisation de l'intelligence artificielle générative, programmes d'incubateurs d'entreprise, réseaux Tech, organisation de hackathons... le dynamisme du secteur de la Tech est palpable. À l'heure du tout numérique, nous avons rencontré Jacques-Henry Joseph et Dimitri Brault, cofondateurs de Madin.IA, qui nous livrent leur analyse du secteur.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopman

**Comment décririez-vous l'écosystème local ?**

**Est-il favorable et calibré pour le développement de structures et de produits de la Tech ?**

**Dimitri Brault :** Je pense qu'il y a un renouvellement de cet univers startup, avec une vraie redynamisation post Covid. Il s'en crée de plus en plus sur nos territoires, et particulièrement en Martinique, mais il est paradoxalement très fragile. Beaucoup se tournent vers l'entrepreneuriat faute d'opportunités professionnelles. Pourtant, et malgré les dispositifs d'accompagnement et les réseaux, l'entrepreneuriat est un écosystème impitoyable, et particulièrement quand il touche à l'innovation. Les accès aux financements sont difficiles, la lourdeur administrative est fastidieuse et il n'est pas toujours aisé de savoir vers qui se tourner. Malheureusement les dispositifs locaux s'avèrent souvent insuffisants pour voir prospérer une entreprise. Pour un développement à plus grande échelle, on rencontre des freins, d'autant plus que les connections entre les départements ne sont pas optimales. Si nous voulons faire grandir des entreprises caribéennes, antillaises, on doit créer cette synergie pour construire un vrai écosystème Tech dans la région.

**L'avènement de l'intelligence artificielle (IA) a-t-il rendu le secteur plus dynamique ou inventif ?**

**D.B. :** L'arrivée de l'IA est une vraie révolution technologique, et comme toute révolution, nombreux sont ceux qui veulent surfer sur la vague. Demain, la quasi-totalité des inventions seront faites à base d'IA donc le potentiel de marché est conséquent. Cependant, le challenge est aussi de faire en sorte que la Caraïbe reste souveraine en matière de data. Or, il y a une méconnaissance de ce qui se fait en local, aujourd'hui beaucoup d'entreprises qui veulent intégrer l'IA dans leur process se tournent vers des professionnels basés dans l'Hexagone, ignorant l'existence d'une expertise locale.

**Quelle place tiennent les applications mobiles dans le secteur Tech ? Est-ce que c'est une interface qui fait sens à l'échelle de nos marchés ?**

**Jacques-Henry Joseph :** L'application est aujourd'hui l'interface la plus efficace pour s'exporter à l'étranger. Iléco, par exemple, aurait eu beaucoup plus de mal à s'exporter si le projet avait été conçu comme un site web. D'autre part, la tranche des 12-35 ans a remplacé l'ordinateur par le smartphone, c'est donc via ces applications qu'on interagit le mieux. L'ordinateur, lui, est presque devenu archaïque (rires). Beaucoup d'applications sortent, peu sont connues pourtant toutes répondent à une demande locale. Même les géants du numérique ont tenté de s'implanter sur nos territoires. Je pense notamment à Uber qui a essayé de s'implanter en Martinique, mais les coûts liés au déplacement et la marge prise sur les courses n'étaient pas rentables par rapport au dénivelé martiniquais et à la congestion du réseau autoroutier. Le modèle

économique de Uber, qui repose sur le temps de trajet d'un point A à un point B, ne collait pas avec la réalité martiniquaise. Le principe d'une application est le suivant : répondre à un besoin, au bon moment, au bon endroit, pour une clientèle suffisamment mature et nombreuse.

**Quels sont les autres défis singuliers liés au développement d'une appli sur nos territoires ?**

**D.B. :** Sur la partie technologique, trouver les personnes compétentes reste un défi. Il y a aussi nos habitudes de consommation et le potentiel de prospects qui demeure faible à l'échelle de nos territoires. Il y a un écart entre l'investissement et le temps de conception d'une application pour éventuellement très peu de clients qui l'utilisent.

**J-H.J. :** On ne dit pas qu'il ne faut pas faire d'appli aux Antilles-Guyane ! Simplement si on veut en vivre, il faut penser export dès le départ. Kiprix, par exemple, a fait le choix d'une appli 100 % gratuite, mais ça ne lui a pas rapporté 1 euro ! Alors même que la mise de départ est importante, et c'est encore plus vrai quand on développe une application. Je dois toutefois reconnaître qu'avec l'IA, le coût de développement d'une application a énormément baissé. On est aujourd'hui à l'ère du concepteur et plus de développeur, et il est possible de sortir une application viable en utilisant un cloud AI. Mais dans l'univers des applications mobiles, il y a une sélection naturelle qui s'opère avec les rachats de produits concurrents notamment. Pour rester concurrentielle l'appli doit toujours être à la pointe.

**Justement, combien ça coûte de créer une application mobile ?**

**D.B. :** Entre 20 000 et 50 000 euros, jusqu'au lancement de l'appli. C'est-à-dire que le produit peut être consommé avec cette mise de départ. Il y a deux modèles économiques quand on développe une application : la gratuité et l'abonnement. Mais, dans les deux cas, c'est très difficile à rentabiliser localement. Parvenir à toucher ne serait-ce que 2 % de la population, c'est énorme à notre échelle !

**J-H.J. :** Des jeunes qui ont des idées, il y en a plein ! Mais les moyens de financer ces idées manquent cruellement. Il n'est pas rare qu'on nous demande d'avoir 20 à 40 % de la somme pour obtenir un financement, cela met une barrière. Pour la petite histoire, une entreprise parisienne, qui est sur le même domaine de compétences que Madin.IA et vend les mêmes produits, est parvenue à lever 1 million d'euros en quelques semaines. Nous, alors même qu'on a lancé notre structure un mois avant celle de Paris, n'avons eu aucun financement. Le décalage est énorme : c'est tout ou rien, parce que l'une des entreprises est basée à Paris et l'autre à Fort-de-France. Pour autant, cela ne freine pas l'innovation locale, on se prépare simplement à aller chercher chaque euro avec les dents !





## « Une alternative moderne et écologique »

**Alan Abatuci,**  
**cofondateur d'Iléco**

« L'idée d'Iléco est née à la fin de mes études, alors que j'étais au Canada. Je voulais dématérialiser les prospectus papier, ces publicités qui s'accumulent dans les boîtes aux lettres pour finir à la poubelle. À mon retour en Martinique, fin 2015, j'ai lancé l'application pour rendre l'information commerciale accessible sur smartphone et tablette, tout en permettant aux enseignes d'en suivre la consultation.

Au départ, je démarchais, seul, les magasins, souvent réticents à abandonner la publicité papier, pourtant très coûteuse. L'arrivée des premiers annonceurs a ensuite créé une vraie dynamique : plus il y avait d'enseignes, plus les utilisateurs

étaient nombreux, et inversement. Un partenariat stratégique avec un distributeur de prospectus nous a ensuite permis d'approcher les grands comptes.

J'ai investi entre 40 000 et 60 000 euros pour développer l'application. C'est un projet exigeant qui nécessite des mises à jour régulières. Nous avons récemment injecté 30 000 euros pour créer un nouveau back-office permettant aux enseignes de suivre leurs données en temps réel.

J'ai aussi bénéficié du soutien du Village By CA, un accélérateur de startup, qui m'a aidé à structurer le projet et à élargir mon réseau. Aujourd'hui, Iléco compte une équipe de cinq personnes et fonctionne, sur les Antilles-Guyane, en Saas (*Software as a service*) : les marques paient un abonnement pour diffuser leurs offres, tandis que l'application reste gratuite pour les utilisateurs.

Avec la réduction progressive du papier et la montée du digital, Iléco s'impose donc comme une alternative moderne et écologique. Notre ambition : étendre l'application au marché national et européen, tout en continuant à enrichir les fonctionnalités. »

### QUELQUES CHIFFRES

- Création en **décembre 2015**
- **185 entreprises** partenaires aux Antilles-Guyane
- **450 000 à 500 000 visites** mensuelles
- **251 600 téléchargements**
- **182 000 visiteurs** uniques
- **35 minutes** : temps moyen passé par lecteur sur l'application

# Iléco, la startup qui digitalise la publicité locale

Texte Sarah Balay



## « Une expérience claire et accessible à tous »

**Samuel Morales,**  
**ingénieur logiciel**

« Le principal défi a été de concevoir une application fluide et performante tout en répondant à des besoins très différents selon les utilisateurs. Nous avons dû créer une base technique solide, capable d'évoluer facilement et d'assurer une parfaite synchronisation entre le site web, où l'on gère les données, et l'application mobile. L'un des points clefs a été d'intégrer des informations en temps réel – comme les mises

à jour de prix ou d'offres – tout en gardant une expérience utilisateur intuitive et réactive. Nous avons aussi porté une attention particulière à la sécurité des échanges.

Côté design, nous nous sommes inspirés des applications modernes et populaires afin d'obtenir une expérience claire et accessible à tous. Nous avons aussi tenu compte des retours du terrain afin de réaliser un outil parfaitement adapté aux usages. L'ergonomie de l'application est centrée sur la simplicité et la rapidité d'accès à l'information. Nos critères de réussite sont simples : fluidité, clarté et adoption progressive par les utilisateurs. Les prochaines étapes prévoient un déploiement à l'échelle nationale, de nouvelles fonctionnalités géolocalisées pour afficher les offres autour de soi et une amélioration de la rapidité et de l'accessibilité. »



## « Savoir quelle enseigne vend quoi, et à quel prix ! »

**Philippe Diser, utilisateur**  
**de l'application Iléco**

« J'ai très vite adopté l'application sur mon mobile et ma tablette. Je n'ai jamais été un grand adepte des prospectus papier que je trouvais surtout synonymes de gaspillage. Je la consulte trois à quatre fois par semaine, surtout par curiosité : savoir quelle enseigne vend quoi et à quel prix ! Quand je repère une bonne affaire, je fais une capture d'écran et l'envoie à mon épouse (*rires*). Je regarde plutôt les offres en alimentation, bricolage et décoration. À terme, j'aimerais toutefois pouvoir enregistrer une page directement, sans passer par une capture, et disposer de liens directs vers les applications des enseignes en cas de coupons de réduction, notamment. »



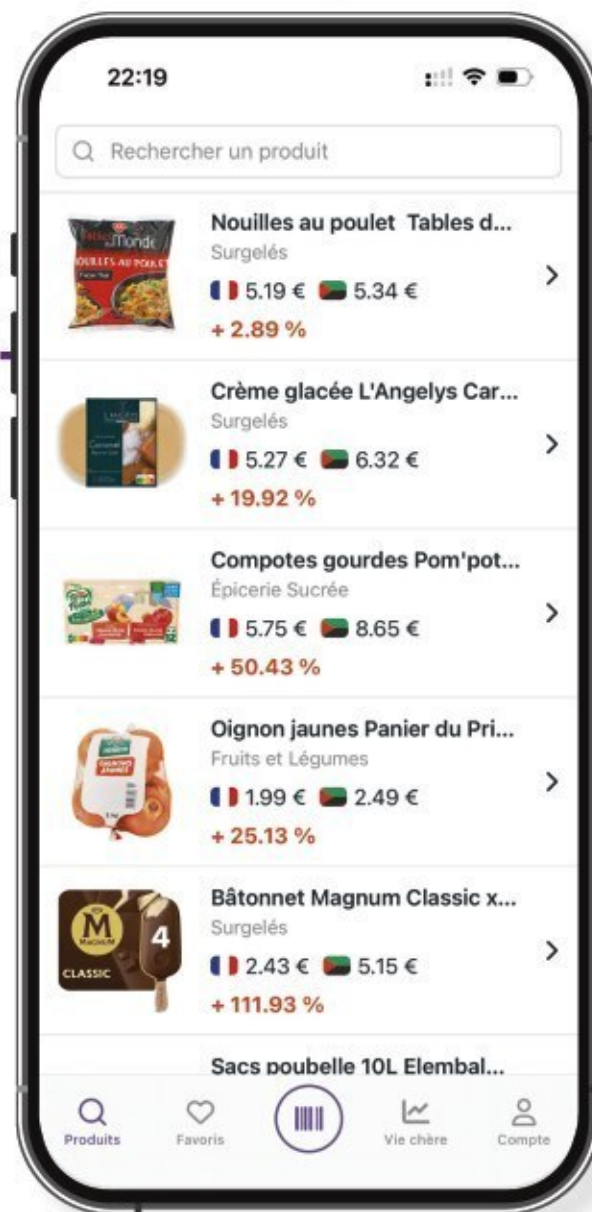
# Pour une consommation plus juste : l'initiative Kiprix

Texte Sarah Balay

## « J'ai changé de mode de vie »

**Sophie Tacita,**  
utilisatrice de  
l'application Kiprix

« C'est en lisant la presse que j'ai découvert Kiprix. Ma première intention était de comparer les prix entre enseignes locales pour choisir où faire mes courses. Mais j'ai vite constaté que les magasins pratiquaient des marges exorbitantes, parfois supérieures à 120 % par rapport à l'Hexagone. Cela m'a poussé à changer de mode de vie : j'ai réduit ma consommation de produits transformés, je privilégie les fruits et légumes de saison et je fabrique certains produits du quotidien. Par exemple, au lieu d'acheter du liquide vaisselle toutes les trois semaines, un savon de Marseille me dure six mois. Je composte pour limiter mes déchets et réduire l'usage des sacs-poubelle. »



## « Créer un outil citoyen »

**Robeen Simeon, créateur  
et développeur de Kiprix**

« Tout est parti d'une idée soufflée par mon père. Il s'intéressait beaucoup à l'avenir de la Martinique et aux questions liées à la vie chère. Un jour, il m'a glissé : "Tu devrais créer un comparateur de prix". Sur le moment, je n'ai pas pris la mesure de ce conseil. Mais cette idée est restée et avec le temps elle a mûri. Quand il est décédé, j'ai compris que je devais aller au bout, malgré mes craintes. J'avais les compétences de développeur et l'envie de concrétiser ce qu'il avait imaginé. En septembre 2024, après six ou sept années de travail – de recherche, de développement et de tests –, j'ai lancé kiprix.com, un site totalement inédit qui compare les prix entre la Guadeloupe, la Martinique et l'Hexagone sur près de 14 000 produits. C'était le bon moment : le contexte social en Martinique était très tendu autour du problème de vie chère. Le soir de la mise en ligne, j'ai été sollicité par les médias nationaux curieux de comprendre les causes de ce mouvement d'ampleur. En deux mois, le site a enregistré plus de 60 000 visiteurs. Kiprix n'est pas un projet lucratif, mais une initiative citoyenne, sans business model, née

d'un besoin de transparence. En plus de comparer les prix, le site permet de suivre l'évolution et l'historique du coût d'un produit.

Pour récupérer les données, j'utilise ScrapingBee, un service en ligne qui permet d'extraire automatiquement les prix affichés sur les sites internet des enseignes disposant d'un drive : Leclerc La Galleria et 123.click en Martinique ; Super U à Pointe-à-Pitre et Super U à Petit-Bourg en Guadeloupe ; Leclerc Montaudran, Leclerc Garosud et Super U Colomiers dans l'Hexagone. En janvier 2025, j'ai créé l'application mobile qui a demandé davantage de travail en amont, notamment sur la partie design. Grâce à l'intelligence artificielle, j'ai pu la concevoir en trois semaines à peine. Elle permet aux utilisateurs de contribuer eux-mêmes en relevant les prix dans les magasins, via une photo (étiquette) et une géolocalisation. Une manière d'impliquer les citoyens et de renforcer la base de données.

L'idéal serait d'atteindre les 300 000 à 500 000 prix comparés pour aller encore plus loin : simuler un panier type, comparer les enseignes ou calculer le panier le plus économique. Mais pour cela, les consommateurs doivent jouer le jeu en effectuant des relevés de prix. Peut-être envisager un système de récompense pour les encourager ? Lancer Kiprix ne m'a pas demandé un investissement financier important mais surtout du temps – environ 300 heures de travail – et beaucoup d'énergie. À mes yeux, ce concept devrait être porté par une institution publique. D'ailleurs, j'ai déjà été approché par la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) qui travaille actuellement sur un outil de surveillance et de recherche de données en matière de prix. À suivre. »

## QUELQUES CHIFFRES

- Date de création : **janvier 2025**
- **7 000** inscrits
- **1 000** utilisateurs mensuels
- **10 000** téléchargements
- **13 650** produits



# Choisir, commander et déguster en quelques clics avec **KesQuonDine**

Texte Caroline Babin - Photos Christophe Fidole



« Gagner du temps à l'heure du déjeuner »

**Xavier Blaise,**  
créateur de l'application

« Quand j'étais étudiant à Toulouse, je ne connaissais que deux restaurants. Et aux heures de rush, pour commander à emporter, il y avait parfois 20 minutes d'attente... L'idée d'une application qui recenserait les restaurants dans les environs et présenterait l'ensemble de leur carte, avec la possibilité de commander et payer en ligne, puis de venir chercher son repas quand il est prêt, vient de là. Avantage pour les clients : éviter les files d'attente. Et pour les restaurateurs : la visibilité offerte par l'application et davantage de fluidité dans la gestion des commandes et des paiements. Finalement, c'est en Guyane, où je suis chef de projet applicatif et fondateur de l'agence IMT Concept, que l'idée se concrétise, quelques années plus tard. C'est la première application que nous développons entièrement en interne. Une première version bêta est testée, en 2023, à l'occasion de

la Wyhcella. On avait proposé à l'organisateur du festival de tester l'app pour présenter les plats et boissons disponibles et pour que les clients puissent commander en ligne. Il a dit "OK, mais je veux qu'on puisse aussi payer via l'application". C'était un mois avant le festival et on s'est arrachés pour mettre le paiement en place. Le jour J, tout était prêt. Deux nuits blanches et quelques sueurs froides plus tard, le test s'est révélé concluant : l'application a bien tenu, pas de bug majeur à signaler et les premiers retours des restaurateurs nous ont permis d'avancer : "Untel n'a pas pu faire telle chose parce qu'on n'avait pas la fonctionnalité", etc. Nous sommes donc repartis en développement pendant un an.

Le business model repose sur un système d'abonnement mensuel pour les restaurateurs (à partir de 60 euros par mois) et une commission sur les commandes. Nous souhaitons offrir un maximum de services aux restaurateurs qui ont aussi la possibilité de faire des offres promotionnelles via l'application. Nous les accompagnons lors de la prise en main, cela dure environ 2 à 3 heures, afin de bien cerner leurs besoins et paramétrer l'app à leur convenance. Reprendre, corriger, développer... Dernièrement, nous avons mis en place des notifications WhatsApp pour prévenir le restaurateur qu'il a reçu une commande et le client quand son repas est prêt ; nous allons maintenant entrer dans une phase active de commercialisation. »

## QUELQUES CHIFFRES

- Date de création : 2023 (version Bêta), déploiement et commercialisation Guyane fin 2025 et Guadeloupe en 2026.
- Investissement : 100 000 euros environ, dont 60 000 euros pour le développement et 40 000 euros pour le marketing et la communication.
- 2 500 téléchargements sur Apple Store.
- Jusqu'à 395 utilisateurs recensés sur l'app Android à l'occasion d'un festival en 2024.

« Une technologie accessible au plus grand nombre »

**Mickaël Anicette,**  
développeur



« Le plus difficile a été de répondre aux besoins de chaque restaurateur, mettre en place des fonctionnalités qu'on puisse paramétrer en fonction des particularités de chacun. Plusieurs itérations ont été nécessaires avant d'aboutir à la version actuelle de l'app. Par ailleurs, en Guyane, il y a énormément de téléphones anciens qui circulent et les gens ne font pas forcément les mises à jour de leur système d'exploitation. Il nous fallait donc une technologie qui fonctionne sur le plus grand nombre de téléphones possible. Quant aux évolutions envisagées, nous allons encore travailler sur la géolocalisation et adapter l'application dans plusieurs langues. »



« Découvrir de nouvelles adresses »

**Harold Michineau,**  
utilisateur de l'application  
**KesQuonDine**



« Cette application est une excellente idée, car il n'y avait rien pour mutualiser les infos sur les restaurants. On découvre de nouvelles adresses, on sait si c'est ouvert, la carte est détaillée et on peut commander en ligne, c'est rapide et facile... »



# Youmoov, l'app pour covoiturer en sécurité

Texte Caroline Bablin - Photos Christophe Fidole

## QUELQUES CHIFFRES

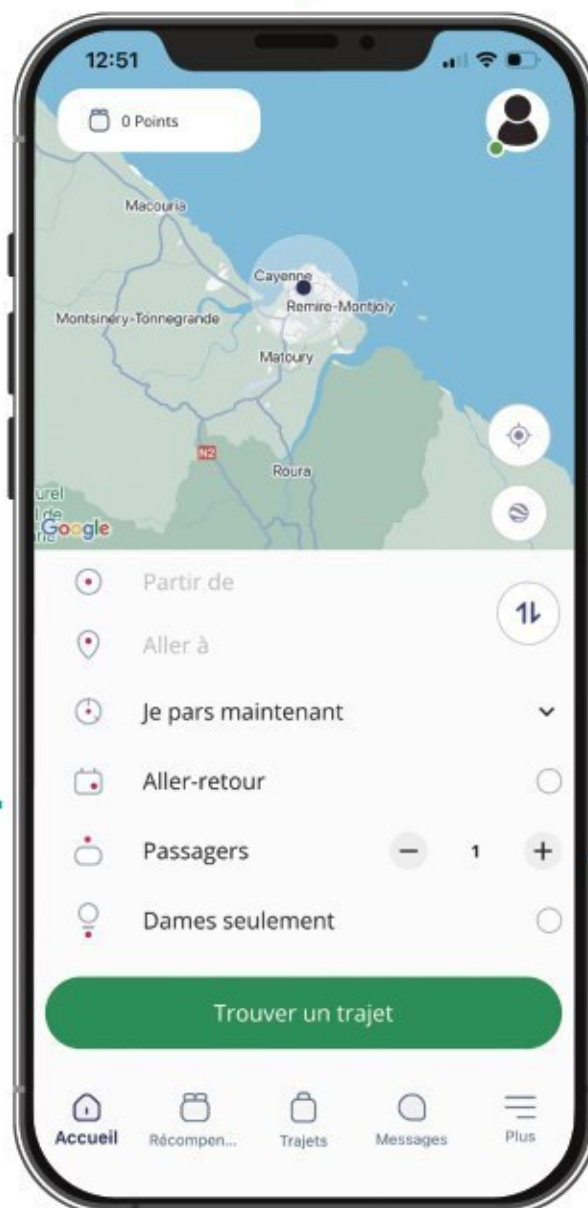
- Date de création : 2024
- Investissement : 35 000 euros environ
- 9 000 courses disponibles par an



« Faire davantage connaître l'app »

**Andrew Ramdowar,**  
utilisateur de  
l'application Youmoov

« En tant que conducteur, quand on passe par les réseaux sociaux, on a régulièrement des personnes qui disent "OK" et qui finalement nous font faux bond. Avec le système de notation des conducteurs et passagers, le paiement en ligne, et tous les aspects "sécurité", l'application présente de nombreux avantages. Mais elle n'est pas suffisamment utilisée, ce qui oblige encore à passer par les groupes WhatsApp pour toucher plus de personnes. »



## Du groupe WhatsApp à l'application

**Kelly Bien-Aimée,**  
cocréateur de l'application

« Lorsque je me suis installé en Guyane, en 2015, j'ai regardé ce qui existait en matière de covoiturage. Les annonces, une trentaine par mois, passaient par les réseaux sociaux. En attendant de lancer l'application, Stephen Clairville et moi avons donc créé l'association Youmoov et un groupe WhatsApp. Cela nous a permis de collecter des données. En 2021, quand nous avons été lauréats d'un appel à projets, nous avons confié la réalisation d'un diagnostic territorial à un cabinet spécialisé qui a comptabilisé, sur un an, plus de 800 annonces par mois en moyenne. Cette étude nous a confortés dans l'idée que le covoiturage répondait à un véritable besoin en Guyane et qu'une application offrant des



garanties en termes de sécurité aurait toute son utilité. Démarre alors la phase de conception et développement. Plusieurs itérations ont été nécessaires avant d'aboutir à la version actuelle de l'app, en 2024. Créer une application prend du temps. Il ne suffit pas de copier ce qui se fait dans l'Hexagone. Il faut s'adapter au territoire. En Guyane, 95 % des courses sont des trajets Cayenne/Saint-Laurent-du-Maroni, donc du "longue distance", avec des demandes de dernière minute. Aujourd'hui nous nous heurtons à un défi de taille : assurer la viabilité économique du modèle. Les courses sont publiées sur l'app et le paiement pour le partage des frais se fait normalement en ligne. Mais, dans les faits, certains utilisateurs contournent le système pour payer en liquide et dans ce cas, aucune commission n'est perçue. Face à la difficulté de rentabiliser l'application, nous devons bientôt prendre une décision : persévérer, revoir le business model, ou tout arrêter. Jusqu'à maintenant, nous sommes bénévoles et l'app demande un investissement important, en termes de temps et de finances. Nous ne pourrions pas tenir encore très longtemps ainsi à moins que des acteurs publics et privés acceptent de s'engager à nos côtés pour faire de Youmoov un levier de mobilité durable en Guyane. »

## Une technologie au service de la confiance

**Stephen Clairville,**  
cocréateur et développeur

« Kelly et moi nous sommes rencontrés sur les bancs du lycée de Baimbridge, en Guadeloupe, avant de poursuivre nos études dans l'Hexagone. Aujourd'hui, je vis entre la Californie, le Canada et

la Guadeloupe. Je me suis chargé de la partie technique en suivant la conception de l'application par une agence canadienne. Nous avons fait ce choix pour limiter les coûts. Trois développeurs ont été sollicités : l'un s'est chargé des technos iOS, un autre a travaillé sur la partie Android et le troisième sur la partie PHP back-end. Ensuite, plusieurs API permettent d'effectuer des vérifications, gages d'une meilleure sécurité (plaque d'immatriculation, identité du conducteur ou du passager...) et grâce à Google Maps API, nous pouvons suivre chaque véhicule en temps réel. »





# Kopa, l'appli qui révolutionne l'antigaspi

Texte Adeline Louault



© Jean-Albert Coomann

## Une solution innovante et durable

**Meggan Cavalier,**  
fondatrice de Kopa

« Mon ambition avec Kopa est de faire de la lutte contre le gaspillage un véritable levier d'économie circulaire, tout en valorisant la richesse de nos territoires à travers les produits locaux. Je veux développer un service complet autour de l'antigaspi alimentaire, à destination du grand public comme des commerçants. Mon objectif est simple : rendre cette démarche accessible, attractive, en un mot, rendre sexy l'antigaspi !

Concrètement, Kopa permet aux commerçants de proposer à prix réduit leurs produits proches de la date limite de consommation, tout en offrant au grand public des paniers économiques et responsables. L'inscription est gratuite pour les professionnels, qui versent une commission de 25 % sur les ventes. C'est un modèle souple, local et déjà adopté par plusieurs enseignes comme Carrefour, Crousty's, BKB et d'autres. Née en 2025, Kopa est le fruit du rachat et de la transformation de YummyBox, une appli née quatre ans plus tôt en Guadeloupe, pour laquelle j'avais travaillé en tant que commerciale et qui, hélas, fatiguait. J'ai décidé d'y insuffler une nouvelle énergie. La relance a nécessité un investissement d'environ 200 000 €, financé par des fonds propres, des subventions européennes (FEDER), des aides

de la BPI et d'autres soutiens locaux. J'ai rebaptisé la plateforme "Kopa", en clin d'œil à notre identité créole et à la notion de "coopération" et de "partenaires" : deux valeurs essentielles de cette nouvelle version, plus collaborative et pédagogique. Mon idée est de rassembler commerçants, entreprises et consommateurs autour d'une même cause : lutter contre le gaspillage alimentaire.

Le développement commercial du projet prend du temps. J'ai la chance d'être lauréate du programme Femmes Entrepreneuses Orange et finaliste du concours Innovation Outre-mer ! J'ai aussi intégré le réseau Incoplex Outre-mer, qui m'aide à consolider ma stratégie et mes partenariats. Ce maillage d'experts et de mentors me permet de gagner en crédibilité, d'élargir mon réseau et de challenger mon projet.

Aujourd'hui, Kopa compte plus de 16 000 comptes créés en Martinique et en Guadeloupe. Ce chiffre témoigne d'un vrai intérêt, même si tous ne sont pas encore des utilisateurs actifs. Les principaux freins identifiés concernent la logistique : la distance, les horaires de retrait, ou encore la méconnaissance de l'application. Ma priorité est donc de renforcer la notoriété de Kopa, d'élargir notre réseau de commerçants et d'accroître notre base utilisateur. À moyen terme, je souhaite déployer le concept dans la Caraïbe et les autres territoires ultramarins. Mon rêve est que Kopa devienne la référence de l'antigaspi, une plateforme qui fédère et valorise nos savoir-faire locaux tout en contribuant à un modèle de consommation plus juste et plus durable. »



## QUELQUES CHIFFRES

- Création en 2025
- 16 000 téléchargements de l'appli
- 500 passages journaliers

## « J'utilise Kopa chaque semaine »

**Valentine, utilisatrice**  
de l'application Kopa

« Avant, j'achetais du surgelé pour ne pas gaspiller car je déteste ça. Aujourd'hui, un panier de fruits et légumes frais proposé sur l'appli me

## Entre innovation, sécurité et accessibilité.

**Claire Montesinos, directrice**  
de la web Agency Serene Up !

« Reprendre une appli conçue à l'origine aux États-Unis a d'abord exigé un important travail d'audit afin d'identifier les failles et de garantir la robustesse du code. L'équipe a dû trouver le juste équilibre entre la sécurité, indispensable pour gérer les paiements en ligne, et l'ajout de nouvelles fonctionnalités, tout en respectant des contraintes budgétaires propres à un marché restreint. L'ergonomie a également été repensée pour s'adapter à la diversité des utilisateurs antillais, avec une interface simple, peu de texte et un design moderne. La portabilité de l'application, initialement limitée à Apple, a été élargie à d'autres environnements (Android, Microsoft), et des outils d'intégration continue ont été mis en place pour assurer la mise à jour régulière des composants techniques. Enfin, la documentation a été entièrement refaite pour garantir la transférabilité et la maintenance future de l'application. Ce projet, qui reflète nos valeurs, illustre l'importance d'une approche experte et pluridisciplinaire – stratégie marketing, design UX/UI, développement technique et gestion de projet. »



© Jean-Albert Coomann

permet de tenir toute la semaine sans problème, pour 5 euros en moyenne ! Quand je ne sais pas comment accommoder un aliment, je regarde l'émission À table avec Kopa qui donne plein d'idées. Pour les apéros entre copines, il y a beaucoup d'offres intéressantes : sushis, fromagerie, boulangerie, traiteur... Je reçois des alertes lorsque mes commerçants mis en favoris s'apprêtent à déstocker de nouveaux produits, c'est très pratique. Pour combler tous mes besoins, il faudrait maintenant inclure des bouchers, charcutiers et poissonniers. »



## Une idée née du terrain

**Jessy-Karell Ambroisine,**  
**fondatrice de Febo**

« L'idée de Febo est née d'un constat simple : les prévisions météorologiques ne reflètent pas toujours la réalité. En Martinique, les conditions peuvent varier considérablement d'une zone à l'autre, parfois en quelques minutes. Febo permet de partager ses observations en temps réel. L'utilisateur accède à une carte marquée de pictogrammes, associés à des photos et vidéos postées par la communauté. Au-delà du temps qu'il fait, Febo valorise l'aspect expérientiel et environnemental : état des sentiers, de la mer, qualité de l'eau, présence de sargasses... Ces informations, rarement traitées par les sites météo classiques, apportent une vraie valeur ajoutée. Gratuite et intuitive, l'application vise 5 000 utilisateurs : particuliers, touristes, mais aussi professionnels des loisirs, du BTP, de l'entretien extérieur ou de la photo vidéo. L'aventure a débuté en mars 2024, avec l'agence BeeCee, qui m'a accompagnée dans la conception de l'interface et le développement technique. J'ai participé à chaque étape, du design du logo au choix des couleurs avec l'équipe de graphistes. Créer une app prend du temps quand on veut anticiper les évolutions et garantir la fiabilité du produit. Le projet, estimé à plus de 30 000 euros, a démarré grâce à une campagne de crowdfunding, toujours ouverte, qui a déjà réuni plus de 170 contributeurs. Depuis juillet, la Technopole Martinique m'accompagne sur la structuration de son modèle économique. Je découvre la phase entrepreneuriale, avec ses aspects financiers et administratifs. C'est à la fois un défi personnel et une expérience enrichissante. En attendant d'intégrer un incubateur local une fois l'appli lancée, je recherche des financements institutionnels et j'ai déposé un dossier auprès de BPI France. La version bêta de Febo sortira fin 2025, suivie de six mois de test pour ajuster les fonctionnalités. L'objectif : faire de Febo un outil incontournable de la vie quotidienne. J'envisage une extension en Guadeloupe et en Guyane. Des partenariats sont en discussion pour enrichir l'application et valider certaines fonctionnalités écologiques et informatives. À moyen terme, j'aimerais proposer, à côté de la version gratuite, une version premium payante avec options de personnalisation. Enfin, la monétisation auprès des professionnels du secteur touristique est à l'étude. »



« Fiabilité  
et ergonomie »

**Sébastien Valéry,**  
**chef de projet web**  
**(agence BeeCee)**



« Le défi principal a été d'adapter l'application aux réalités climatiques de la Martinique, avec ses microclimats et ses changements rapides, tout en garantissant un système de publication datée et géolocalisée fiable. Techniquement, nous avons découpé le projet en briques fonctionnelles, développé une base de données robuste et des services API optimisés pour supporter la volumétrie des utilisateurs. Derrière une interface simple se cache une véritable "usine" technique pensée pour fiabilité, performance et ergonomie. Nous avons travaillé avec Jessy via des workshops inspirés du design thinking. Ces ateliers ont permis de transformer sa vision globale en fonctionnalités concrètes, fluides et intuitives, tout en respectant un parcours utilisateur clair et agréable. »

# Febo, la météo participative

Texte Adeline Louault

22:30

« Le principe d'une application est le suivant : répondre à un besoin, au bon moment, au bon endroit, pour une clientèle suffisamment mature et nombreuse. »

Jacques-Henry Joseph, cofondateur de Madin.IA

22:30



Santé

# L'EXPERTISE GUADELOUPÉENNE EN MATIÈRE DE TRANSPLANTATION RÉNALE

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2004 – date de la première greffe de rein aux Antilles – 540 transplantations rénales ont été réalisées par les équipes du **CHU de la Guadeloupe** toujours soucieuses d'améliorer la prise en charge des patients. Explications avec le Dr Joëlle Claudéon, néphrologue, et le Dr Gilles Gourtaud, chirurgien urologue.

Texte Caroline Babin – Photo Lou Denim

Chaque année, 30 à 60 transplantations rénales sont réalisées au CHU de la Guadeloupe qui prend aussi en charge des patients martiniquais et guyanais, puisqu'il est le seul établissement à réaliser cette intervention aux Antilles-Guyane. « Actuellement, 285 patients sont en attente de greffe sur notre liste. Nous pourrions en faire plus mais nous manquons de donneurs. Dans nos territoires, le taux d'opposition au don d'organes est élevé et la greffe à partir de donneur vivant se développe peu », regrette le Dr Joëlle Claudéon, néphrologue au CHU de la Guadeloupe. Chaque transplantation est un travail d'équipe. Plusieurs spécialités interviennent et la coopération de tous est nécessaire : équipes de coordination du prélèvement des trois territoires, biologistes et techniciens de laboratoire, néphrologues, chirurgiens urologues, anesthésistes, réanimateurs, infirmiers...

## Être donneur de son vivant

Dans le cas où le donneur est vivant, le prélèvement et la greffe sont réalisés simultanément au CHUG, dans deux blocs opératoires distincts. « C'est assez complexe à organiser », reconnaît le Dr Joëlle Claudéon, « mais la transplantation réalisée à partir d'un donneur vivant

est celle qui a le meilleur taux de réussite et qui permet d'éviter la liste d'attente et la dialyse ». Pour être donneur, il faut connaître le receveur depuis au moins deux ans, mais il n'est pas nécessaire d'être de la même famille. Il suffit d'être « compatible ». Ce type de greffe pourrait être plus fréquent. Les équipes du CHUG maîtrisent parfaitement la technique, mais les réticences sont encore nombreuses, à commencer par celles du malade lui-même qui a souvent du mal à solliciter ses proches pour un tel don. Pourtant, « on vit tout à fait normalement avec un seul rein », précise le Dr Joëlle Claudéon. « Et les donneurs bénéficient d'un suivi médical annuel obligatoire. Les études montrent même un risque moindre d'insuffisance rénale par rapport à la population générale, grâce à ce suivi régulier. » Le temps d'attente pour bénéficier d'une greffe de rein est relativement moins long au CHUG que dans les hôpitaux parisiens, alors que l'incidence de la maladie rénale, à population comparable, est deux fois plus importante aux Antilles-Guyane que dans l'Hexagone. Ainsi, comme le souligne le Dr Joëlle Claudéon : « Les patients ont tout intérêt à s'inscrire sur la liste locale d'attente de greffe ».

## AU NOUVEAU CHUG, DES CHAMBRES DÉDIÉES AUX PATIENTS TRANSPLANTÉS

L'ouverture prochaine du nouveau CHUG sur le site de Belle-Plaine, aux Abymes, marquera une étape importante dans la prise en charge des patients, notamment des patients transplantés. Le nouvel établissement a été pensé pour répondre aux normes de référence pour limiter le risque infectieux dans les zones sensibles. Parmi ces nouveaux aménagements, quatre chambres équipées d'un système de ventilation en surpression seront dédiées aux patients greffés. Le principe est le même que dans un bloc opératoire, l'air est filtré et purifié en continu pour garantir un environnement propre et sécurisé. Une mesure de pointe qui favorise un rétablissement plus sûr pour les patients transplantés.



Dr Gilles Gourtaud praticien hospitalier, chirurgien urologue au CHUG - Service urologie.



Dr Joëlle Claudéon praticien hospitalier, néphrologue au CHUG - Service de néphrologie, hémodialyse, transplantation rénale.

## La chirurgie robotisée, un atout pour les transplantations rénales au CHUG

Au fil des années, certaines techniques ont évolué et le CHUG a fait l'acquisition d'équipements de pointe, tel ce robot chirurgical doté de quatre bras et piloté à distance par le chirurgien afin de réaliser les prélèvements sur donneur vivant. « Le robot ne prend pas de décision, c'est le chirurgien qui pilote », précise d'emblée le Dr Gilles Gourtaud, chirurgien urologue au CHUG. « Une équipe médicale composée d'un interne et d'infirmiers est auprès du patient pour gérer les changements d'instruments, pendant que le chirurgien guide le robot à partir d'une console », explique ce dernier. « L'intervention se fait en laparoscopie, c'est-à-dire qu'on accède à l'abdomen par de petites incisions. On gonfle le ventre avec du gaz et on fait passer une caméra... C'est une technique moins invasive, donc moins de douleurs postopératoires, les cicatrices sont plus petites et le donneur récupère plus rapidement. » Le robot permet d'avoir une vision 3D de ce qui se passe dans l'abdomen du patient et une plus grande mobilité pour manipuler les instruments. « On peut faire des gestes plus complexes plus rapidement, et l'intervention dure moins longtemps », constate le Dr Gilles Gourtaud.



Visite au nouveau CHUG des chambres dédiées aux patients transplantés. Scannez pour découvrir !



# ET SI VOUS DEVENIEZ RÉFÉRENT HANDICAP DE VOTRE BOÎTE ?

Comme chaque année au mois de novembre, la SEEPH ou Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées est l'occasion de mettre un coup de projecteur sur les dispositifs destinés à améliorer le taux d'emploi ainsi que les conditions de travail des personnes porteuses de handicap\*. Un de ces dispositifs est la nomination d'un référent handicap au sein de l'organisation. Pour vous aider à y voir plus clair, et pourquoi pas accepter cette mission, nous vous partageons tout ce qu'il y a à savoir sur le sujet.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

## Ça consiste en quoi d'être référent handicap ?

Un tiers de confiance, qui informe, oriente et accompagne les personnes en situation de handicap ; un facilitateur de lien entre les travailleurs handicapés et les différents acteurs internes et/ou externes ; le pilote de la politique handicap ; un ambassadeur de l'emploi des personnes handicapées. C'est ainsi que l'Agefiph, acteur majeur de l'aide à l'emploi des personnes en situation de handicap, définit le référent handicap. Vous l'aurez compris, être référent handicap au sein de son entreprise, c'est être le spécialiste du sujet dans la boîte, un soutien pour les employés en situation de handicap qui s'efforce d'embarquer l'ensemble des équipes.

## Quelles sont mes missions en tant que référent handicap ?

Les missions du référent handicap sont très diversifiées. Pêle-mêle, il peut s'agir de piloter la création de supports d'information, de suivre l'application de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, de sensibiliser les équipes à la reconnaissance de qualité de travailleur handicapé, d'accueillir une nouvelle recrue, de s'assurer de procédures de recrutement inclusives.

## De quelles compétences ai-je besoin pour être un bon référent handicap ?

De bonne volonté et de motivation ! En réalité, la loi Avenir professionnel de 2018 qui instaure le rôle de référent handicap n'impose pas de conditions particulières. Il faut cependant noter que le référent handicap est soumis à « une obligation de discrétion en lien avec les informations à caractère personnel dont il pourrait avoir connaissance ». La bonne info à noter : bien qu'aucune formation ne soit obligatoire hors secteurs d'activité spécifiques,

l'Agefiph propose des outils d'aide à la professionnalisation des référents handicap. Sur LinkedIn, le groupe « Réseau des Référents Handicap Agefiph » est le point de rencontre et d'échange des référents.

## Toutes les boîtes doivent-elles disposer d'un référent handicap ?

C'est une obligation pour les boîtes de plus de 250 salariés, en vertu de l'article L. 5213-6-1 du Code du travail.

Pour tout le reste, il n'y a pas d'obligation : ni sur la durée du mandat, ni sur le mode de désignation du référent, ni sur une éventuelle compensation liée à la charge de travail supplémentaire. Il faudra se référer à la convention collective, si elle en fait mention ; à l'accord de branche sur le sujet, s'il existe ; sinon à l'appréciation de l'employeur. N'hésitez donc pas à négocier des conditions arrangeantes si vous souhaitez devenir référent handicap.

Sur nos territoires majoritairement composés de PME, il serait dommage de ne pas s'emparer de ce sujet de l'emploi des personnes en situation de handicap. Surtout que comme dit en intro, les handicaps sont variés et le plus souvent invisibles.

Alors si le rôle de référent handicap vous parle, foncez ! Être référent handicap, c'est sans aucun doute une belle expérience humaine, sans compter que c'est un atout très valorisable au moment du recrutement.

Pour aller plus loin, retrouvez sur [bonfilon.info/media](https://bonfilon.info/media) l'article « 3 étapes pour réussir le recrutement d'un collaborateur handicapé ».

\*À ne pas oublier : dans la majorité des cas, le handicap n'est que rarement visible. Un handicap peut ainsi être moteur mais aussi sensoriel, mental, psychique et cognitif. Les maladies chroniques invalidantes sont également considérées comme des handicaps.



RETROUVEZ  
PLUS DE CONTENUS  
SUR L'EMPLOI  
SUR BONFILON.INFO

**bonfilon**  
by EWAS

ANTILLES-GUYANE  
[contact@bonfilon.info](mailto:contact@bonfilon.info)

- EXPERTISE



Tendance au travail

# ZÉRO PAPIER, ZÉRO RETARD : PLACE À LA FACTURE ÉLECTRONIQUE

Finis les factures papier et les factures envoyées par mail... La loi de finances exige désormais des transmissions normées et automatisées. À compter de septembre 2026, la facture électronique va progressivement s'imposer aux entreprises. On fait le point.

Texte Sarah Balay

## Un format conforme et imposé

Appliquer la facturation électronique, c'est être capable d'émettre, de transmettre et de recevoir les factures via un système normé et structuré, conforme aux normes de l'administration fiscale. Créée dans un format lisible automatiquement par les logiciels, la facture électronique est transmise via une plateforme certifiée. Elle contient toutes les mentions légales habituelles avec des garanties renforcées d'authenticité, d'intégrité et de lisibilité. La réforme impose aussi le e-reporting c'est-à-dire la transmission régulière à l'administration fiscale de certaines données commerciales non couvertes par la facture électronique (ventes aux particuliers, échanges internationaux).

## Modernisation et sécurisation des process

Les objectifs sont multiples : lutter plus efficacement contre la fraude à la TVA, automatiser les contrôles fiscaux, améliorer la compétitivité des entreprises grâce à la dématérialisation. Celle-ci permet une diminution des délais

de paiement et donc une baisse de la charge administrative ; simplifier, à terme, les obligations déclaratives de TVA grâce au préremplissage des déclarations et enfin améliorer la connaissance de l'activité des entreprises en temps réel.

## La majorité des entreprises concernée

Toutes les entreprises établies en France et assujetties à la TVA sont visées, qu'il s'agisse de grandes entreprises, de TPE, de PME, de microentreprises ou d'autoentrepreneurs. En sont exclus les particuliers, les associations à but non lucratif et les entreprises étrangères.

Les opérateurs des COM (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) ainsi que la Guyane, Mayotte et la Nouvelle-Calédonie ne sont pas concernés, la TVA n'y étant pas applicable.

## Un calendrier progressif

L'obligation d'émettre des factures électroniques se fera le 1<sup>er</sup> septembre 2026 pour les grandes entreprises et celles de

taille intermédiaire (ETI) ; le 1<sup>er</sup> septembre 2027 pour les PME et microentreprises. L'obligation de recevoir des factures s'appliquera pour l'ensemble des entreprises dès le 1<sup>er</sup> septembre 2026.

## Des outils dédiés

Pour se mettre en conformité, chaque entreprise aura le choix entre le PPF (portail public de facturation gratuit et géré par l'État) ou la PDP\* (plateforme de dématérialisation partenaire) agréée par l'administration fiscale, plus complète, mais payante.

## Attention aux sanctions

La loi prévoit une amende de 15 euros par facture non émise au format électronique avec un plafond de 15 000 euros par an. Elle atteint les 250 euros par transmission manquante ou incorrecte dans le cadre de l'e-reporting, également plafonné à 15 000 euros par an. À noter qu'une tolérance est prévue lors d'une première infraction lorsqu'elle est réparée spontanément sous 30 jours.

\*La liste est consultable sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)





# 5 CHOSES À SAVOIR

## TDAH ET VIE PROFESSIONNELLE

Se concentrer, être rapide, soucieux du détail et organisé... Autant de compétences que le monde du travail exige, mais qu'il est souvent difficile à mobiliser quand on souffre de TDAH, trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité. Il existe pourtant des solutions pour mieux concilier les deux.

Texte Sarah Balay

### 1. UN HANDICAP INVISIBLE

Environ 3 % des adultes en France (et 5 % d'enfants) sont concernés par le trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), selon la Haute Autorité de santé. Ce trouble neurodéveloppemental, lié à un développement atypique du système nerveux, affecte une ou plusieurs fonctions cérébrales. Chez l'adulte, ce handicap invisible se manifeste de façon variable : problèmes de concentration et de mémoire, impulsivité, désorganisation, stress mal maîtrisé, propension à interrompre les autres, procrastination, manque de patience, etc. Des comorbidités comme l'anxiété, la dépression ou les addictions sont aussi fréquentes.

### 2. UN IMPACT RÉEL SUR LE TRAVAIL

Les personnes vivant avec un TDAH

sont davantage exposées à certains risques professionnels tels que l'absentéisme, le burn-out, la surcharge mentale, les tensions avec les équipes et/ou le manager, l'isolement, voire le licenciement.

### 3. UNE ORGANISATION DU TRAVAIL INCLUSIVE RECOMMANDÉE

Les personnes atteintes d'un TDAH peuvent être reconnues en situation de handicap et bénéficier de compensations adaptées, humaines ou matérielles. En entreprise, faire part de sa situation à son employeur et à ses collègues est une première étape.

Un environnement de travail adapté peut améliorer leur confort tout en profitant au reste de l'équipe : limitation des distractions avec des espaces sobres et ordonnés, instauration de routines, utilisation d'outils de gestion du temps et de rappel des tâches et valorisation de supports visuels pour

faciliter la mémorisation. Peuvent être également proposés des casques antibruit, bouchons d'oreille, bureaux isolés, espaces dédiés aux appels, salle de pause, etc. Les personnes souffrant de TDAH ont besoin de stimulation : organiser des temps de brainstorming réguliers peut donc nourrir leur créativité.

### 4. DES MÉTIERS PLUS ADAPTÉS QUE D'AUTRES

Selon l'association HyperSupers TDAH France, les adultes TDAH réussissent professionnellement dans les métiers créatifs (dessin, informatique, politique), les métiers à risque ou d'urgence (pompier, infirmière, militaire) ou les métiers indépendants (médecins, dentistes). En revanche, les métiers plus conventionnels (secrétaire, comptable...) leur sont nettement moins bien adaptés.

### 5. DES ATOUTS... NOTAMMENT POUR L'ENTREPRENEURIAT

Les adultes avec TDAH sont souvent créatifs, dynamiques et capables de gérer efficacement les situations de crise. Certains traits, comme « l'hyperfocus » sur un projet passionnant ou l'énergie débordante, peuvent devenir de véritables atouts en entrepreneuriat. Travailler à son compte permet aussi d'échapper aux contraintes des environnements professionnels traditionnels, souvent mal adaptés, et d'aménager un cadre plus en phase avec ses propres besoins et modes de fonctionnement.



WANG YIBO  
The Lacoste Polo



LACOSTE   
PLAY WITH ICONS

\*JOUER AVEC LES ICONES



# La culture sociale et solidaire

Novembre, c'est le mois de l'économie sociale et solidaire ! L'occasion de mettre en lumière, dans cet itinéraire, les associations qui œuvrent à l'animation de nos territoires et au vivre-ensemble. Extrait de notre hors-série Outre-Mer paru à l'occasion du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire de Bordeaux.

Textes Adeline Louault et Caroline Bablin



## MARTINIQUE CINÉ WOULÉ

Depuis plus de 20 ans, Ciné Woulé, porté par l'association Cadice (Centre d'actions et de développement d'initiatives culturelles et éducatives), parcourt la Martinique pour rendre le cinéma et l'éducation audiovisuelle accessibles à tous. Habilitée par le Centre national du cinéma et équipée en matériel numérique mobile, Ciné Woulé défend une culture inclusive en projetant des films en plein air dans les quartiers éloignés des multiplexes, de Fort-de-France à Trinité. Mêlant réflexion et rythme soutenu, les longs-métrages sont choisis pour un public familial. Au-delà des projections gratuites pour le grand public ou des séances scolaires à tarif solidaire, Ciné Woulé mène des actions éducatives via les dispositifs d'État « École et cinéma » ou « Lycéens et apprentis au cinéma », avec des ateliers autour de l'image et des métiers de l'audiovisuel. Le programme « Passeurs d'images », qui permet chaque été à des adolescents d'écrire, tourner et monter leurs propres courts-métrages, a d'ailleurs révélé de jeunes talents comme la scénariste Sarah Malléon ou la comédienne Steffy Glissant.

[cinewoule.fr](http://cinewoule.fr)



© Jean-Albert Coopman



## GUYANE PANEIRO LUMINOSO

Né d'une collaboration entre la Maison de la photographie Guyane-Amazonic (MAZ) et le collectif brésilien Fotoativa, Paneiro Luminoso déploie une série d'ateliers auprès des adolescents et de jeunes adultes vivant dans des zones enclavées ou marginalisées, souvent confrontés à une perte de repères culturels dans un contexte de mutations sociales et environnementales. Démarré au Brésil en 2025, le programme s'étendra en 2026 en Guyane. Inspiré par le photographe et pédagogue brésilien Miguel Chikaoka, cofondateur de Fotoativa, Paneiro Luminoso repose sur la « pédagogie de la lumière », une démarche éducative innovante. Le projet invite ainsi à observer la lumière et la façon dont elle interagit avec l'environnement pour se reconnecter à son identité et à son territoire. Les ateliers favorisent l'expérimentation sensorielle et visuelle, tout en intégrant des disciplines comme l'histoire, les maths ou la biologie.

[fotoativa.org.br](http://fotoativa.org.br)  
[maz-photographie.com](http://maz-photographie.com)



## GUADELOUPE LAKOU BOSCO

Installée aux Abymes, l'association Lakou Bosco est un espace de vie où chacun trouve sa place et se sent accueilli. L'association obtient la reconnaissance des institutions : en 2023, c'est l'agrément « tiers lieu » délivré par le Département ; en 2024, Lakou Bosco est reconnue centre social par la CAF et reçoit l'agrément « éducation académique » du rectorat ; et en 2025, c'est l'agrément « jeunesse et éducation populaire » qui lui est délivré par la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports. Dans quelques temps, l'association devrait déménager dans de nouveaux locaux : le Village Lakou Bosco, composé d'espaces chaleureux et de rencontre autour d'un manguier centenaire !



**OUTRE-MER**  
Vol. 3 - Économie  
Sociale et Solidaire  
à lire sur Calaméo



[ INSTANT DÉCO ]  
avec GRANBLEU

# Peintures d'exception

La peinture n'est plus simplement qu'une question de couleur, c'est un choix d'ambiance, de texture et d'émotion. Trois marques haut de gamme ont révolutionné l'univers de la décoration en proposant des teintes uniques, des finitions luxueuses et une approche écoresponsable. Tour d'horizon.

## L'ART DE LA COULEUR

La clef pour une peinture durable, résistante et esthétique réside dans sa composition. Comme le disait Richard Ball, cofondateur de la marque Farrow & Ball : « Même dans nos peintures riches en couleurs, la couleur représente moins de 8 % du contenu du pot. Les 92 % restants sont ce qui crée la qualité, la profondeur et la réponse extraordinaire à la lumière qui transforme votre intérieur ». Dans l'univers des peintures haut de gamme, pigments naturels et matières premières organiques confèrent à chaque teinte son caractère unique (couleur, opacité, finition), adapté à une utilisation en intérieur et en extérieur, pour les sols et même les meubles. Une peinture est composée de trois couches : le primaire (1<sup>re</sup> couche) et deux couches de finition. Choisir des peintures haut de gamme, c'est aussi pouvoir teinter le primaire, alors qu'il est toujours blanc chez les marques généralistes. Concrètement, cela permet de conserver l'intensité de la couleur dans le temps. En effet, quand les pigments des couches de finition sont attaqués par les UV, la peinture a tendance à blanchir car elle révèle le primaire. Sur une peinture haut de gamme, puisque le primaire est coloré, la peinture conserve sa couleur ; l'idéal pour les façades ! Chez Little Greene et Farrow & Ball, deux marques britanniques leader sur le marché de la peinture de luxe, chaque couleur a une histoire et porte un nom, parfois déposé. Ainsi, la teinte sable doré *Madeleine*, de Little Greene, est, par exemple, une référence au gâteau cher à Marcel Proust.



© Jean-Albert Coopmann

## DES PEINTURES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

L'engagement des marques de peinture de luxe pour minimiser leur impact écologique s'étend du sourcing de leurs matières premières jusqu'à la recyclabilité de leurs contenants. L'ensemble des gammes est classé à teneur minimum ou faible en COV (composants organiques volatiles), souvent responsables de la forte odeur dégagée par certaines peintures. En 2020, la marque française Ressource crée même la peinture proche de 0 % de COV. Chez Farrow & Ball, plus de 95 % de la gamme est composée de liants végans, seules deux finitions ne le sont pas. Quant à Little Greene, l'entreprise comptait, en 2004, parmi les premiers fabricants de peintures au Royaume-Uni à obtenir la certification européenne BS EN ISO 14001 pour la protection de l'environnement. La marque va plus loin en développant une gamme de peinture « intelligente » certifiée conforme à la norme BS EN 71-3 : 1995 (également connue sous le nom de « Règlement sur les peintures pour jouets »). Cela signifie qu'elle ne contient absolument aucun ingrédient dangereux et trouve idéalement sa place dans une chambre d'enfant ; à utiliser sur un meuble, un mur ou un jouet !



© gettyimages

COLORS  
PRIM

Une  
IMPRESSION  
*plus vraie*  
QUE NATURE !

- Impression offset et numérique
- Création graphique

Flyers, dépliants, affiches, brochures, carnets, tickets, liasses, blocs, chemises, pochettes à rabats, pelliculage mat et brillant, tampons, gravure plaques...



Carrefour du Larivot • 97351 MATOURY • Fax. 0594 35 10 14  
Tél. 0594 29 60 90  
colorsprim973@orange.fr • www.colorsprim.com



[ 45 MINUTES ]  
(ou presque)  
pour mieux comprendre

## VOUS AVEZ DIT LA « TAXE ZUCMAN » ?

Après « budget », la « taxe Zucman » sont certainement les mots qu'on a le plus entendus ces dernières semaines. Adoptée par l'Assemblée nationale en février, rejetée par le Sénat en juin, puis retoquée par la commission des finances dès le premier jour d'examen du budget 2026 en octobre, le dispositif conçu par l'économiste Gabriel Zucman divise. Mais de quoi parlons-nous exactement ? C'est la playlist du mois.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Gorkem/Adobe Stock



00:00



48:45



« Les milliardaires français paient peu, voire pas du tout, d'impôt sur le revenu », démontre l'économiste Gabriel Zucman, invité du « 20 heures » de France 2 - francetv  
Dans cet extrait du journal de 20 h de France 2 du 10 septembre 2025, Gabriel Zucman, interrogé par Léa Salamé, explique les grands principes de la taxe qui porte son nom.



6:01



Une super-taxe pour les super-riches - ARTE Europe l'Hebdo  
Royaume-Uni, Norvège, Suisse, la taxation des super-riches n'est pas qu'une question franco-française. Les pancartes « Tax the Rich » fleurissent aussi en dehors de nos frontières.



13:12



La taxe Zucman rejetée par les possédants, bien au-delà des 1 800 ultrariches qui devraient la payer  
Le Monde  
Face aux principes de l'économiste, les arguments des chefs d'entreprise.



6:00



J'entends la demande de justice sociale, mais...  
Le 1 Hebd - n°564 du 8 octobre 2025  
Geoffroy Roux de Bézieux, homme d'affaires et ancien président du MEDEF parle de la place des entreprises dans la société.



5:00



Contre la taxe Zucman, voici les principaux arguments d'économistes  
HuffPost - Fuite des entreprises, rendement surestimé, mesure anticonstitutionnelle... décryptage des arguments anti-taxe Zucman.



5:00



Taxe Zucman : combien ça rapporterait ? L'économiste s'explique C à vous (francetv)  
Gabriel Zucman répond aux arguments contre la taxe.



13:32



Retrouvez  
la playlist  
complète



**NUOS PLUS S2 WIFI**  
80L / 110L / 150L  
Le chauffe-eau thermodynamique mural ultra compact connecté. Jusqu'à 80 % d'économies d'énergie.  
Performance optimisée : COP à 7°C jusqu'à 2,95 et COP à 15°C jusqu'à 3,18 selon EN16147.

ARISTON  
GROUP

### Chauffe-eau thermodynamique connecté !



**D.P.S.**  
PLOMBERIE / SANITAIRE  
ASSAINISSEMENT

Z.I. Terca - Carrefour du Larivot  
MATOURY - Tel : 05 94 35 09 89



**NUOS PLUS WIFI**  
200L / 250L  
Le chauffe-eau thermodynamique au sol connecté. Jusqu'à 80 % d'économies d'énergie.  
Performance optimisée : COP à 7°C et

ARISTON  
GROUP



# Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les 3 contenus qui ont marqué nos plateformes ce mois-ci.



## JEAN-MICHEL ROTIN

Nous avons demandé à Jean-Michel Rotin l'endroit où il aime aller pour se recentrer. Alors rendez-vous à Goyave, en Guadeloupe, dans un coin chargé de souvenirs pour lui.

▶ 119,9 k vues  
♥ 5,9 k Interactions



## POST-PARTUM & ENTRE-PRENEURIAT

Dans une série en deux parties, @petitboutdesoleil nous partage son quotidien de maman et cheffe d'entreprise en plein post-partum. Un témoignage nécessaire, soutenu par l'ARS Martinique.

▶ 336 k vues  
♥ 16,2 k Interactions



## LIEU CHARGÉ D'HISTOIRE

Classée « Architecture contemporaine remarquable », nous sommes allés découvrir la chapelle Sainte-Thérèse du Bas du Bourg, à Basse-Terre. Une bâtisse des années 60 qui fascine par sa toiture en coque de béton et son jeu de lumière.

▶ 78 k vues  
♥ 1,7 k Interactions

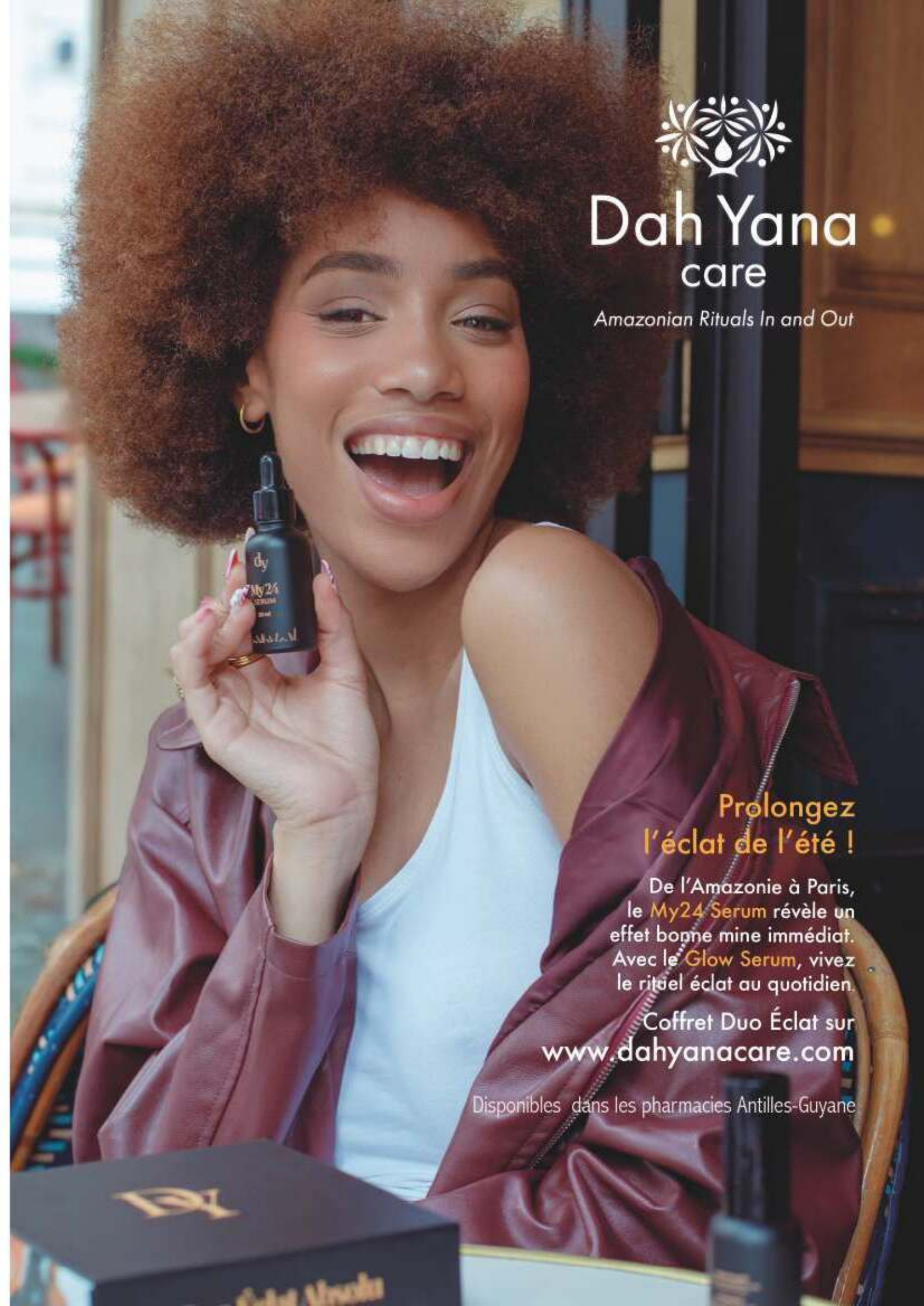


@EWAG.FR



Dah Yana  
care

Amazonian Rituals In and Out



Prolongez  
l'éclat de l'été !

De l'Amazonie à Paris, le **My24 Serum** révèle un effet bonne mine immédiat. Avec le **Glow Serum**, vivez le rituel éclat au quotidien.

Coffret Duo Éclat sur  
[www.dahyanacare.com](http://www.dahyanacare.com)

Disponibles dans les pharmacies Antilles-Guyane



## L'ortographe du futur

Pourquoi l'orthographe française est-elle si difficile ? Pourquoi parle-t-on de « faute » d'orthographe et non « d'erreur » alors qu'on parle « d'erreur de calcul » ?

La complexité du français réside dans le fait que sa transcription écrite n'est pas le reflet de sa prononciation. Au départ, le français est seulement parlé, c'est le latin qui est utilisé pour les actes administratifs. Avec l'ordonnance de Villers-Cotterêts, François 1<sup>er</sup> imposera le français comme langue du droit et de l'administration en 1539. Mais pour faire du français une langue vraiment « savante » on a voulu rendre visibles ses origines grecque et latine avec l'insertion de lettres muettes dans les mots, rappelant les origines étymologiques. Ce qui est le cas pour « ortho-graphe » qui signifie l'écriture correcte. En grec *orthos* voulant dire « droit, correct juste » et *graphein*, « écrire ». Avec l'imprimerie, grande invention de la Renaissance, le français est diffusé rapidement.

La langue cependant n'est pas encore considérée comme fixée, d'où, en 1635, la volonté manifestée par le cardinal de Richelieu de donner un caractère officiel à une assemblée de lettrés, l'Académie Française, pour lui confier une mission d'intérêt national : « Fixer la langue française, lui donner des règles, la rendre pure et compréhensible par tous » en travaillant sur un dictionnaire, une grammaire, une rhétorique et une poésie.

Pourtant on n'a toujours aucune mention de faute d'orthographe ni de correction orthographique. On trouve les premières mentions de fautes d'orthographe à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, et cette expression devient massive au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est donc à partir du moment où l'orthographe est entrée dans les programmes de l'école et que l'on a institué la dictée. La dictée est devenue une spécificité française comme élément de ciment national et culturel et une épreuve à part entière dans toutes sortes d'examens et de concours. Les erreurs deviennent des « fautes » qui vous stigmatisent comme « moins cultivé », « moins compétent ». Existente donc, à la fois, des règles assez absurdes et l'obligation de s'y soumettre, « notre orthographe est en vérité une des fabrications les plus cocasses du monde », comme le signale Paul Valéry. Tout en étant une source de fierté nationale et de jeu quand on voit le succès actuel des championnats de dictées publiques.

Ce paradoxe rend difficiles les tentatives de simplification, qui furent pourtant nombreuses : d'abord en 1740, puis en 1835, 1878 et 1935. Ainsi la dernière en date de 1990 supprime l'accent circonflexe sur le « u » et le « i », elle permet le « f » de « nénufar » ainsi que « ognon » à la place de « oignon ».

Parallèlement une autre forme d'écrit a vu le jour avec les SMS (Short Message Service) ou texto, en 1992, qui est une écriture très simplificatrice et innovante, hautement créative, adoptée par la jeune génération avec des raccourcis surprenants : c = c'est, deml = demain, a + = à plus tard, tinkiè = ne t'inquiète pas, etc.

Cette écriture suscite l'effroi chez les plus conservateurs, et semble vouloir détruire des siècles de « bon usage » du français, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'elle s'affirmera peu à peu et qu'elle influencera d'une façon ou d'une autre l'ortographe du futur...

”

# Outre-Mer

vol 3 | by EWAG | Économie Sociale et Solidaire

**EWAG.**

AU CŒUR DES TERRITOIRES  
ULTRAMARINS

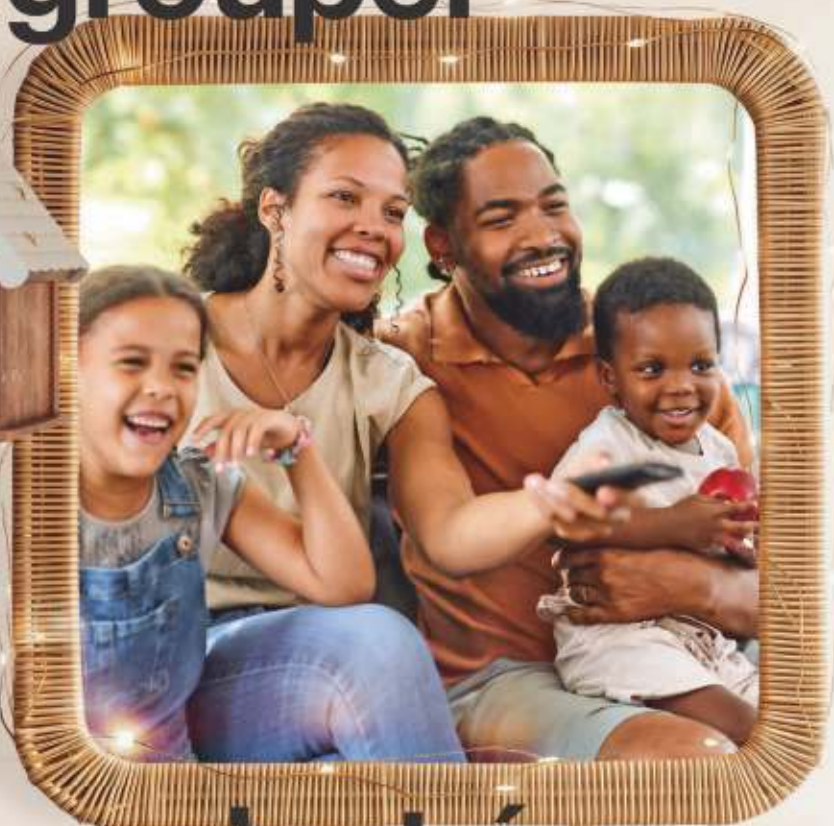


Feuilletez notre hors-série en ligne





# Regrouper



## c'est économiser

### Pack Open

### Fibre + Mobile

à partir de

# 44,89€\*

/mois

pendant 12 mois puis 64,89€/mois

L'offre tout en un, **Fixe, Fibre, TV et Mobile** pour toute la famille connectée en **Très Haut Débit** et en **Wifi 7**.

Offre avec engagement de 12 mois soumise à conditions valable aux Antilles-Guyane françaises à partir du 20/11/2025, réservée aux particuliers. Pour tout nouveau client à un pack Open Fibre 2h2Go faisant l'acquisition d'une offre internet et/ou mobile, ou d'une migration internet avec changement de technologie (ADSL vers Fibre).

(\*) Pack Open 2h2Go à 44,89€/mois comprenant un forfait Mobile 2h2Go 4G sans terminal à 9,99€/mois et une offre Livebox Essentiel Fibre à 54,90€/mois (location Livebox incluse 2,50€/mois) avec une remise Pack Open de 5€/mois et une remise supplémentaire de 20€/mois pendant 12 mois, puis 64,89€/mois. Remise appliquée dès la première facture. Sous réserve d'éligibilité et de couverture. Souscription au 555 ou en boutique Orange. Plus d'infos sur [orangecaribbe.com](http://orangecaribbe.com). 11/25 Orange SA au capital de 10 640 226 396 € - siège social 111, Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-Les-Moulineaux R.C.5 Nanterre 380 129 666.



est là